Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1894 — ROMA — Giovedì 19 Aprile — NUMERO 93

DIREZIONE nel palazzo del Ministero dell'Interno	Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi	AMMINISTRAZIONE in Via Larga, nel Palazzo Baleani

Abbonamenti

		anno		semestre		trimestre
In Roma, presso l'Amministrazione:	anno	L. 32;	semestre	L. 17;	trimestre	L. 9
» a domicilio e nel Regno:	»	» 36;	»	» 19;	»	» 10
Per gli Stati dell'Unione postale:	»	» 80;	»	» 41;	»	» 22

Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziarii . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. 10 — nel Regno cent. 15 — arretrato in Roma cent. 20 — nel Regno cent. 30 — all'Estero cent. 35. Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionalmente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

PARTE NON UFFICIALE

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il Numero 128 della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Presidente del Consiglio, Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Interno e del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari Esteri.

Abbiamo decretato e decretiamo:

È data piena ed intera esecuzione alla Convenzione sanitaria internazionale firmata a Dresda il 15 aprile 1893.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 1° aprile 1894.

UMBERTO.

CRISPI.
A. BLANC.

Visto, *Il Guardasigilli*: V. CALENDA DI TAVANI

CONVENTION

Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'empire allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président de la République française; Son Altesse Royale le Grand duc de Luxembourg; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et, en son nom, Sa Majesté la Reine régente du Royaume; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; le Conseil fédéral suisse, ayant décidé d'établir des mesures communes pour sauvegarder la santé publique en temps d'épidémie cholérique, sans apporter d'entraves inutiles aux transactions commerciales et au mouvement des voyageurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

M. le comte Curtopassi, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bucarest;

Le commandeur Pagliani, docteur en médecine, professeur d'hygiène à la faculté de médecine, directeur de la santé publique au ministère de l'intérieur.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE,

M. le comte Charles de Dönhoff, son conseiller intime actuel et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Dresde;

M. Hopf, son conseiller intime supérieur de régence au département de l'intérieur;

M. le chevalier de Landmann, conseilleur supérieur de régence au ministère royal de l'intérieur de Bavière;
M. de Criegern, conseiller intime de régence au ministère royal de l'intérieur de Saxe;
M. le Dr. Kock, professeur à l'université royale de Berlin, son conseiller intime de médecine, membre extraordinaire de l'office sanitaire impérial;
M. le Dr. Lehmann, son conseiller de légation au département des affaires étrangères.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÊME, ETC., ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE,

M. Hengelmueller de Hengervár, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Rio de Janeiro;
M. le chevalier de Gsiller, son consul général, délégué à la commission européenne du Danube;
M. le chevalier Dr. Kusy, conseiller au ministère impérial royal de l'intérieur à Vienne;
M. le Dr. Alexandre de Faschó-Moys, conseiller au ministère royal hongrois de l'intérieur à Budapest;
M. de Ebner, conseiller de section au ministère impérial royal du commerce à Vienne;
M. Charles de Vajkay, ingénieur supérieur des chemins de fer de l'Etat hongrois.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

M. E. Beco, secrétaire général du ministère de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

M. Camille Barrère, ministre plénipotentiaire de 1re classe, chargé d'affaire de France à Munich;
M. le professeur Brouardel, doyen de la faculté de médecine de Paris, membre de l'institut, président du comité consultatif d'hygiène publique;
M. le professeur Proust, membre de l'académie de médecine, inspecteur général des services sanitaires.

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG,

M. le comte H. E. V. de Villers, son chargé d'affaires à Berlin.

SON ALTESSE LE PRINCE DE MONTÉNÉGRO,

M. Hengelmueller de Hengervár, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ET EN SON NOM SA MAJESTÉ LA REINE RÉGENTE DU ROYAUME,

M. L. H. Ruyssenaers, son ministre résident;
M. le Dr. Ruysch, conseiller au ministère de l'intérieur.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES,

M. Yonine, son conseiller privé et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

M. le colonel Dr. Roth, envoyé extraordinarire et ministre plénipotentiaire de la confédération suisse près l'empire allemand;
M. le Dr. F. Schmid, chef du bureau sanitaire fédéral.

Lesquels, ayant échangé leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

I.

En ce qui concerne la propylaxie internationale applicable aux voyageurs et aux marchandises:

Seront appliquées désormais les mesures indiquées et précisées dans l'annexe I de la présente convention.

II.

En ce qui touche le régime sanitaire de l'embouchure du Danube (Bouche de Soulina):

Sont adoptées les dispositions consignées dans l'annexe II.

III.

Les pièces ci-annexées ont la même valeur que si elles étaient incorporées dans la présente convention.

IV.

La présente convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de la ratification. Elle sera renouvelée de cinq en cinq ans par tacite reconduction, sauf dénonciation, dans une période de six mois avant l'expiration de ce terme, par l'une des Hautes Parties contractantes.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard du ou des pays qui l'auront notifiée. La convention restera exécutoire pour les autre Etats. Les Hautes Parties contractantes se réservent également la faculté de provoquer, par la voie des négociations diplomatiques, les modifications qu'elles jugeraient nécessaire d'introduire dans la convention et ses annexes.

La présente convention sera ratifiée; les ratifications en seront déposées à Berlin le plus tôt possible et au plus tard dans le délai de six mois à dater du quinze avril mil huit cent quatre-vingt-treize.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en dix exemplaires, à Dresde, le quinze avril mil huit cent quatre-vingt-treize.

Annexes à la Convention.

ANNEXE I.

TITRE I.

Mesures destinées à tenir les gouvernements signataires de la Convention au courant de l'état d'une épidémie de choléra, ainsi que des moyens employés pour éviter sa propagation et son importation dans les endroits indemnes.

Notification et communications ultérieures.

Le gouvernement du pays contaminé doit notifier aux divers gouvernements l'existence d'un foyer cholérique. Cette mesure est essentielle.

Elle n'aura de valeur réelle que si celui-ci est prévenu lui-même des cas de choléra et des cas douteux survenus sur son territoire. On ne saurait donc trop recommander aux divers gouvernements la déclaration obligatoire des cas de choléra par les médecins.

L'objet de la notification sera l'existence d'un foyer cholérique, l'endroit où il s'est formé, la date du début de ce foyer, le nombre des cas constatés cliniquement et celui des décès. Les cas restés isolés ne feront pas nécessairement l'objet d'une notification.

La notification sera faite aux agences diplomatiques ou consulaires dans la capitale du pays contaminé. Pour les pays qui n'y sont pas représentés, la notification sera faite directement par télégraphe aux gouvernements étrangers.

Cette première notification sera suivie de communications ultérieures données d'une façon régulière, de manière à tenir les gouvernements au courant de la marche de l'épidémie. Ces communications se feront au moins une fois par semaine.

Les renseignements sur le début et sur la marche de la maladie devront être aussi complets que possible. Ils indiqueront plus particulièrement les mesures prises en vue de combattre l'extension de l'épidémie. Ils devront préciser les mesures prophylactiques adoptées relativement:

à l'inspection sanitaire ou à la visite médicale,
à l'isolement,
à la désinfection,

et les mesures prescrites au point de vue du départ des navires et de l'exportation des objets susceptibles.

Il est entendu que les pays limitrophes se réservent de faire des arrangements spéciaux en vue d'organiser un service d'informations directes entre les chefs des administrations des frontières.

Le gouvernement de chaque Etat sera tenu de publier immédiate-

ment les mesures qu'il croit devoir prescrire au sujet des provenances d'un pays ou d'une circonscription territoriale contaminée. (1)

Il communiquera aussitôt cette publication à l'agent diplomatique ou consulaire du pays contaminé, résidant dans sa capitale. A défaut d'agence diplomatique ou consulaire dans la capitale, la communication se fera directement au gouvernement du pays intéressé.

Il sera tenu également de faire connaître par les mêmes voies le retrait de ces mesures ou les modifications dont elles seraient l'objet.

TITRE II.

Conditions dans lesquelles une circonscription territoriale doit être considérée comme contaminée ou saine.

Est considérée comme contaminée toute circonscription où a été constatée officiellement l'existence d'un foyer de choléra.

N'est plus considérée comme contaminée toute circonscription dans laquelle un foyer a existé, mais où, après constatation officielle, il n'y a eu ni décès, ni cas nouveau de choléra depuis cinq jours, à condition que les mesures de désinfection nécessaires aient été exécutées.

Les mesures préventives seront appliquées au territoire contaminé à partir du moment où le début de l'épidémie aura été officiellement constaté.

Ces mesures cesseront d'être appliquées dès qu'il aura été officiellement constaté que la circonscription est redevenue saine.

Ne sera pas considéré comme donnant lieu à l'application de ces mesures le fait que quelques cas isolés, ne formant pas foyer, se sont manifestés dans une circonscription territoriale.

TITRE III.

Nécessité de limiter aux circonscriptions territoriales contaminées les mesures destinées à empêcher la propagation de l'épidémie.

Pour restreindre les mesures aux seules régions atteintes, les gouvernements ne doivent les appliquer qu'aux provenances des circonscriptions contaminées.

Mais cette restriction limitée à la circonscription contaminée ne devra être acceptée qu'à la condition formelle que le gouvernement du pays contaminé prenne les mesures nécessaires pour prévenir l'exportation des objets susceptibles provenant de la circonscription contaminée.

Quand une circonscription est contaminée, aucune mesure restrictive ne sera prise contre les provenances de cette circonscription, si ces provenances l'ont quittée cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

TITRE IV.

Marchandises ou objets susceptibles envisagés au point de vue des défenses d'importation ou de transit — et de la désinfection.

I. *Importatian en transit.*

Les seuls objets ou marchandises susceptibles, qui peuvent être prohibés à l'entrée, sont:

1° Les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage); les literies ayant servi.

Lorque ces objets sont transporté comme bagages ou à la suite d'un changement de domicile (effets d'installation), il sont soumis à un régime spécial.

2° Les chiffons et drilles.

Ne doivent pas être interdit: *a)* les chiffons comprimés par la force hydraulique, qui sont transportés comme marchandises en gros, par ballots cerclés de fer et portant des marques, et des numéros d'ogine acceptés par l'autorité du pays de destination; *b)* les déchets neufs, provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection ou de blanchiment; les laines artificielles (Kunstwolle, Shoddy) et les rognures de papier neuf.

Le transit des marchandises ou objets susceptibles, emballés de telle façon qu'ils ne puissent être manipulés en route, ne doit pas être interdit.

De même, lorsque les marchandises ou objets susceptibles sont transportés de telle façon qu'en cours de route, ils n'aient pu être en contact avec des objets souillés, leur transit à travers une circonscription territoriale contaminée ne doit pas être un obstacle à leur entrée dans le pays de destination.

Les marchandises et objets susceptibles ne tomberont pas sous l'application des mesures de prohibition à l'entrée, s'il est demontré à l'autorité du pays de destination qu'ils ont été expédiés cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

Il n'est pas admissible que les marchandises puissent être retenues en quarantaine, aux frontières de terre. La prohibition pure et simple ou la désinfection sont les seules mesures qui puissent être prises.

II. *Désinfection.*

Bagages. — La désinfection sera obligatoire pour le linge sale, les hardes, vêtements et objets, qui font partie de bagages ou de mobiliers (effets d'installation), provenant d'une circonscription territoriale déclarée contaminée et que l'autorité sanitaire locale considérera comme contaminés.

Marchandises. — La désinfection ne sera appliquée qu'aux marchandises et objets que l'autorité sanitaire locale considérera comme contaminés, ou à ceux dont l'importation peut être défendue.

Il appartient à l'autorité du pays de destination de fixer le mode et l'endroit de la désinfection.

La désinfection devra être faite de manière à ne détériorer les objets que le moins possible.

Il appartient à chaque Etat de régler la question relative au payement éventuel de dommages-intérêts résultant d'une désinfection.

Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, etc. (non compris les colis-postaux) ne seront sosmis à aucune restriction ni désinfection.

TITRE V.

Mesures à prendre aux frontières. Service des chemins de fer. Voyageurs.

Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages ne peuvent être retenues aux frontières.

S'il arrive qu'une de ces voitures soit souillée, elle sera détachée du train pour être désinfectée, soit à la frontière, soit à la station d'arrêt la plus rapprochée, lorsque la chose sera possible.

Il en sera de même pour les wagons à marchandises.

Il ne sera plus établi de quarantaines terrestres.

Seuls, les malades cholérique et les personness atteintes d'accidents cholériformes peuvent être retenus

Il importe que les voyageurs soient soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer.

L'intervention médicale se bornera à une visite des voyageurs et aux soins à donner aux malades.

S'il y a visite médicale, elle sera combinée, autant que possible, avec la visite douanière, de façon que le les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible.

Dès que les voyageurs venant d'un endroit contaminé seront arrivés à destination, il serait de la plus haute utilité de les soumettre à une surveillance de cinq jours à compter de la date du départ.

Les mesures concernant le passage aux frontières du personnel de chemins de fer et de la poste sont du ressort des administrations intéressées. Elles seront combinées de façon à ne pas entraver le service régulier.

Les gouvernements se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment envers:

a) les bohémiens et les vagabonds;

---

(1) On entend par le mot *circonscription* une partie du territoire d'un pays placée sous une autorité administrative bien déterminée, ainsi: une province, un « gouvernement », un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un village, un port, un polder etc., quelles que soient l'étendue et la population des ces portions de territoire.

b) les émigrants et les personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

TITRE VI.

Régime spécial des zones frontière.

Le règlement du trafic-frontière et des questions inhérentes à ce trafic ainsi que l'adoption de mesures exceptionnelles de surveillance doivent être laissés à des arrangements spéciaux entre les Etats limitrophes.

TITRE VII.

Voies fluviales. Fleuves, canaux et lacs.

On doit laisser aux gouvernements des Etats riverains le soin de régler, par des arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales.

On recommande les règlements allemands édictés en 1892, dont l'application a donné de bons résultats.

TITRE VIII.

Partie maritime. — Mesures à prendre dans les ports.

Est considéré comme *infecté* le navire qui a du choléra à bord ou qui a présenté des cas nouveaux de choléra depuis sept jours.

Est considéré comme *suspect* le navire à bord duquel il y a eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme *indemne*, bien que venant d'un port contaminé, la navire qui n'a eu ni décès ni cas de choléra à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

Les navires infectés sont soumis au régime suivant;

1° Les malades sont immédiatement débarqués et isolés;

2° Ees autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises, à une observation, dont la durée variera selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours;

3° La linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui de l'avis de l'autorité sanitaire du port, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés, ainsi que le navire ou seulement la partie du navire qui a éte contaminée.

Les navires suspects sont soumis aux mesures ci-après:

1° Visite médicale;

2° Désinfection. Le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'autorité sanitaire locale, seront considérés comme contaminés. seront desinfectés;

3° Evacuation de l'eau de la cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

Il est recommandé de soumettre à une surveillance, au point de vue de leur état de santé, l'équipage et les passagers pendant cinq jours à dater de l'arrivée du navire.

Il est également recommandé d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons du service.

Les navires indemnes seront admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée, consiste dans les mesures applicables aux navires suspects (visite médicale, désinfection, évacuation de l'eau de cale et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée a bord).

Il est recommandé de soumettre à une surveillance, au point de vue de leur état de santé, les passagers et l'équipage pendant cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé également d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Il est entendu que l'autorité compétente du port d'arrivée pourra toujours réclamer un certifi at attestant qu'il n'y a pas eu de cas - de choléra sur le navire au po t de départ.

L'autorité compétente du port tiendra compte, pour l'application de ces mesures, de la présence d'un médecin et d'un appareil de désinfection (étuve) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notamment des navires d'émigrants ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

Les marchandises arrivant par mer ne peuvent être traitées autrement que les marchandises transportées par terre, au point de vue de la désinfection et des défenses d'importation, de transit et de quarantaine (voir titre IV).

Tout navire qui ne voudra pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port sera libre de reprendre la mer.

Il pourra être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir:

1° Isolément du navire, de l'équipage et des passagers;

2° Evacuation de l'eau de la cale, après désinfection;

3° Substitution d'une bonne eau potable à celle qui était emmagasinée à bord.

Il pourra également être autorisé à débarquer les passagers qui en feraient la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

Chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune de ses mers d'une organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire, quel que soit son état sanitaire.

Les bateaux de cabotage feront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés.

ANNEXE II.

Mesures à prendre à l'égard des navires provenant d'un port contaminé et remontant le Danube.

En attendant que la ville de Soulina soit pourvue d'une bonne eau potable, les bateaux qui remontent le fleuve devront être soumis à une hygiène rigoureuse.

L'encombrement des passagers sera strictement interdit.

I. *Mesures à prendre à Soulina.*

Les bateaux entrant en Roumanie par le Danube seront retenus jusqu'à la visite médicale et jusqu'à parachèvement des opérations de désinfection.

Les bateaux se présentant à Soulina devront subir, avant de pouvoir remonter le Danube, une ou plusieurs visites médicales sérieuses faites de jour. Chaque matin, à une heure indiquée, le médecin s'assurera de l'état de santé de tout le personnel du bateau et ne permettra l'entrée que s'il constate la santé parfaite de tout le personnel. Il délivrera au capitaine ou au batelier un passeport sanitaire, ou patente, ou certificat, dont la production sera exigée aux garages ultérieurs.

Il y aura une visite chaque jour. La durée de l'arrêt à Soulina des navires non infectés ne dépassera pas trois jours. La désinfection des linges contaminés sera effectuée dès l'arrivée.

On substituera une eau potable de bonne qualité à l'eau douteuse qui pourrait être à bord.

L'eau de la cale sere désinfectée.

Les mesures qui viennent d'être indiquées ne seront applicables qu'aux provenances de ports qui sont le siège d'un foyer cholérique.

Il est bien entendu qu'un navire provenant d'un port non contaminé — c'est-à-dire d'un port qui n'est pas la siège d'un foyer — pourra, s'il ne veut pas être soumis aux mesures restrictives précédemment indiquées, ne pas accepter les voyageurs venent d'un port contaminé.

Il y a lieu de perfectionner à Soulina l'établissement sanitaire, de le pourvoir de l'outillage moderne comme moyens de désinfection et de le compléter de façon à ce qu'on puisse débarquer et isoler les malades provenant d'une navire infecté, ainsi que les autres passagers.

II. *Mesures à prendre sur les bords du fleuve.*

Des postes sanitaires de moindre importance devront être installés sur les bords du fleuve, de façon à pouvoir débarquer des malades s'il s'en trouve à bord; les postes devront être pourvus de bonne eau potable et des moyens de désinfection nécessaires. Une entente doit être établie à cet égard entre le gouvernement russe et le gouvernement roumain.

Un médecin sera attaché à chaque poste sanitaire ou à chaque point de relâche important.

Dans chaque station, une chambre convenablement isolée devra être préparée.

Tous les bateaux subiront en passant devant ces postes la visite médicale. S'il y a des malades ou des suspects, ils seront débarqués et isolés.

Les autres personnes devront être également débarquées et isolées pendant cinq jours.

Les cabines, dortoirs et autres endroits contaminés, le linge, les hardes et objets souillés seront désinfectés; il en sera de même de la cale; une bonne eau potable sera substituée à l'eau douteuse du bord.

Pour les bateaux dans lesquels il n'y aura ni malade ni suspect, on désinfectera les cabinets et la cale, et on substituera une bonne eau potable à celle qui est à bord et qui pourrait être mauvaise.

Après la visite médicale, on donnera au capitaine ou au chef de l'équipage un certificat indiquant les précautions qui ont été prises et les désinfections qui ont été effectuées; ce certificat précisera, en outre, le nombre des passagers et des hommes de l'équipage.

Ce certificat devra être présenté dans les différents postes.

Lorsque le bateau abordera une nouvelle circonscription, il subira une nouvelle visite médicale.

La cale sera de nouveau désinfectée, à moins que l'eau ne renferme encore d'une façon non douteuse le mercure ou la chaux à l'état alcalin.

Relezione *di S. E. il Ministro dell'Istruzione Pubblica* **a S. M. il Re,** *sull'ammissione agli esami di licenza liceale, due anni dopo conseguita la licenza ginnasiale, di giovani soggetti alla leva militare, e non iscritti alla 3ª categoria.*

Sire!

Due disposizioni, una contenuta nell'art. 96 del regolamento generale per i licei e per i ginnasi, approvato con R. decreto del 24 settembre 1889, l'altra sancita dall'art. 243 della legge 18 novembre 1859, hanno, in modo speciale, richiamato la mia attenzione.

Con la prima si concedeva la facoltà di anticipare di un anno l'esperimento della licenza liceale a quei giovani, i quali, dopo due anni dal conseguimento della licenza ginnasiale, fossero chiamati a prestar servizio nelle armi, o avessero 20 anni di età.

S'intendeva con ciò di rendere meno grave la condizione di quei giovani, i quali, chiamati all'esercizio delle armi, erano perciò obbligati ad interrompere i loro studi. Infatti il servizio militare, allontanando e distogliendo da questi, per più anni, rende oltremodo difficile, se non talvolta impossibile, il riprenderli utilmente. Laonde, togliere a quei giovani, col danno evidente, la causa di un probabile malcontento verso le patrie istituzioni poteva ben sembrare, siccome a me sembra ora, un avvedimento politico oltre che l'applicazione di un principio di giustizia. E poichè altre cause possono spiegare, se non sempre giustificare, lo indugio a compiere gli studi secondari classici, fu savio provvedimento l'estendere il beneficio del citato art. 96 a tutti i giovani che avevano compiuto o stavano per compiere il 20° anno di età. Nella peggiore ipotesi, perchè impedire a coloro che, pigri per lo innanzi, si convertano ancora in tempo al proposito degli studi, perchè impedir loro di riguadagnare, raddoppiando di operosità e di zelo, il tempo perduto?

L'art. 243 della legge organica del 13 novembre 1859 suona così: « gli studi fatti negli istituti comunali d'istruzione secondaria saranno « pareggiati agli studi fatti nei ginnasi e nei licei dello Stato.. sem- « prechè nei predetti stabilimenti vengano osservate le norme prescritte « per gli istituti regi corrispondenti ». Ora, se non è lecito distinguere dove la legge non fa alcuna distinzione, sembra giusto non limitare il pareggiamento disposto con questo articolo ad alcuni effetti soltanto, ma riconoscere in esso compresi tutti, nessuno escluso, gli effetti che agli studi compiuti nei licei e nei ginnasi regi sono attribuiti.

La condizione a cui la legge subordina il pareggiamento, è, se debitamente curata, garanzia contro gli inconvenienti e gli abusi, che, senza un'oculata vigilanza per parte dello Stato, certo non mancherebbero.

Giova poi ricordare che la funzione d'istruire e di educare non deve essere esclusivo privilegio dello Stato, ma lo Stato deve accuratamente vigilarla, quando sia esercitata da altri enti che ne abbiano acquisita la facoltà.

Una terza modificazione al regolamento del 16 settembre 1893 mi è stata suggerita dalla persuasione antica, che negli esami di licenza la prova superata non debba più ripetersi. Circondati codesti esami di tante e così severe garenzie, non mi sembra ora, come non mi sembrò nel 1882, cosa ragionevole, nè equa, limitare a un solo anno la validità di un voto regolarmente conseguito

Tale limitazione riesce specialmente dannosa, perchè impedisce la preparazione accurata e completa nelle materie, che alla prova degli esami non apparvero sufficientemente studiate.

Una sola limitazione stimo sia opportuno porre a questa regola, e cioè che colui, il quale non si presenti entro due anni a tre sessioni di esami, ripresentandosi più tardi, salvo non sia stato da gravi ragioni impedito, abbia a considerarsi come candidato nuovo in tutte le materie Se non che, stabilito che la prova superata negli esami di licenza non si debba ripetere, è consentaneo a questa norma che l'alunno ammesso alla 3ª classe del Liceo o alla 5ª del Ginnasio, sia come ripetente, sia in virtù della dichiarazione di idoneità, proclamata dalla Commissione esaminatrice a senso dell'art. 31 del R. decreto 16 settembre 1893, venga esonerato dall'obbligo di assistere alle lezioni delle materie, sulle quali non dovrà ripetere le prove.

Con l'intendimento di giovare, ad un tempo, alla causa dei giovani che negli studi ripongono tuttora le loro migliori speranze, e a quella di una maggiore libertà negli ordinamenti scolastici, ho l'onore di sottoporre all'alto discernimento della M. V. la sanzione delle norme sin qui esposte.

Il Ministro
G. BACCELLI.

Il Num. **131** *della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Viste le leggi vigenti sulla Pubblica Istruzione;

Veduto il Nostro decreto del 16 settembre 1893, col quale furono dettate le norme per gli esami negl'Istituti d'istruzione secondaria classica;

Veduto l'altro Nostro decreto del 4 gennaio 1894, con cui furono ristabilite la licenza e la gara d'onore negli Istituti predetti;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Possono presentarsi all'esame di licenza liceale, dopo due anni dal conseguimento della licenza ginnasiale, gli alunni dei licei regi e pareggiati ed i giovani di scuola privata o paterna, i quali nell'anno in corso compiano il 20° anno di età o che nell'anno stesso od in quello seguente sieno soggetti al servizio militare e non abbiano diritto ad esenzione o ad essere inscritti nella 3ª categoria.

La tassa è la medesima di quella stabilita per gli alunni di scuola privata.

Art. 2.

Le disposizioni contenute negli articoli 13 *a*) e 14 *b*) del R. decreto del 16 settembre 1893 e quelle stabilite col R. decreto 4 gennaio 1894, possono essere estese, anno per anno, agli alunni di quei licei e ginnasi pareggiati, nei quali sia accertato che l'andamento degli studi procede in modo regolare e soddisfacente.

Art. 3.

I candidati che non abbiano conseguita la licenza dal liceo o dal ginnasio nelle sessioni estiva ed autunnale possono presentarsi successivamente all'esame di riparazione ripetendo soltanto le prove non superate.

L'ammissione ad ogni nuova riparazione è condizionata al pagamento di una nuova tassa.

Chi, dovendo riparare le prove non superate, non si presenti ad alcuna delle sessioni dei due anni successivi, perde il diritto alla riparazione parziale, e quindi ripresentandosi, deve rinnovare l'esame.

Art. 4.

Gli alunni inscritti alla 3ª classe del liceo od alla 5ª del ginnasio, sia come ripetenti, sia in virtù delle dichiarazioni d'idoneità, di cui è parola nell'art. 31 *c*) del regio decreto 16 settembre 1893, hanno facoltà di frequentare le lezioni delle sole materie, per le quali debbono ripetere l'esame. Essi però sono tenuti a pagare la tassa d'iscrizione prescritta per gli altri alunni, e, se dovuta, anche quella d'immatricolazione.

Art. 5.

Le disposizioni precedenti contrarie sono abrogate.

---

a) L'esame di licenza liceale per gli alunni della 3ª classe dei licei regi sarà fatto con lo stesso metodo ordinato per gli esami di promozione negli articoli 6, 7 e 8 del presente decreto, e le prove scritte e orali per gli alunni, dei quali non sia stata riconosciuta la maturità in alcune materie o in tutte le materie d'insegnamento, sarann in parte o in tutto quelle prescritte nell'art. 12.

b) Gli alunni della 2ª classe di un liceo regio, i quali abbiano nello scrutinio finale ottenuta la promozione senza esame alla 3ª classe, possono presentarsi nella sessione autunnale dello stesso anno ed esclusivamente nel medesimo istituto a sostenere l'esame di licenza, assoggettandosi a tutte le prove indicate nell'art. 12, senza diritto ad alcuna riparazione e previo il pagamento della tassa di licenza prescritta per i candidati di scuola privata o paterna.

c) Il candidato proveniente da scuola privata o paterna, che in un esame di ammissione o di licenza non abbia ottenuta l'approvazione in tutte le materie, può richiedere e ottenere dalla Commissione esaminatrice la dichiarazione di idoneità ad una delle classi precedenti. La Commissione ha per altro la facoltà di sottoporlo ad un ulteriore esperimento per quelle materie in cui non era stato approvato. La dichiaraziane di idoneità, così ottenuta, dà diritto all'inscrizione alla classe rispettiva in qualsiasi Istituto regio o pareggiato.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 marzo 1894.

UMBERTO.

BACCELLI.

Visto, *Il Guardasigilli:* V. CALENDA DI TAVANI.

Il Numero **132** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vista la legge 25 giugno 1865 n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;

Vista la legge 18 dicembre 1879 n. 5188, che apporta alcune modificazioni a quella succitata.

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari della Guerra;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È dichiarata opera di pubblica utilità la costruzione di una polveriera presso Ancona.

Art. 2.

All'espropriazione de' beni immobili a tal uopo occorrenti e che verranno designati dal predetto nostro Ministro, sarà provveduto a senso delle citate leggi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 marzo 1894.

UMBERTO.

MOCENNI.

Visto, *Il Guardasigilli:* V. CALENDA DI TAVANI.

Il Numero **133** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per **grazia** di Dio e per volontà **della Nazione**

RE D'ITALIA

Vista la legge consolare 28 gennaio 1866 n. 2804, ed il relativo regolamento approvato con R. decreto 7 giugno stesso anno n. 2996;

Visti i Nostri decreti in data 21 gennaio e 1° marzo 1894, relativi ai Nostri Consolati in Anversa e Larnaca di Cipro;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Nostro Consolato in Capetown sarà retto da un ufficiale consolare di 2ª categoria.

Art. 2.

Presso il Nostro Consolato in San Paolo sono destinati altri due vice consoli di 1ª categoria, con obbligo di tener residenza l'uno in Campinas e l'altro a Santos.

Art. 3.

Ai predetti vice-consoli sarà corrisposto l'annuo assegno locale di lire tredicimila per ciascuno.

Art. 4.

Il presente decreto avrà effetto dal 1° maggio 1894.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 marzo 1894.

UMBERTO.

A. BLANC.

Visto, *Il Guardasigilli*: V. CALENDA DI TAVANI.

Il Numero **CL** *(Parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto*:

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduta la domanda fatta dall'Amministrazione della Scuola mista, istituita nel comune di Sostegno, in Provincia di Novara, per la frazione di Asei, dal benemerito Giovanni Davide Ceschino, allo scopo di ottenere che la scuola suddetta venga eretta in corpo morale, e ne sia approvato lo statuto organico;

Considerato che i mezzi finanziari destinati dal fondatore, uniti al sussidio annuo del comune, bastano già ad assicurare l'esistenza della scuola, e che altre oblazioni si annunciano come sicura conseguenza del presente decreto;

Esaminato lo statuto organico della scuola suddetta, approvato dal Consiglio provinciale scolastico di Novara;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La Scuola mista istituita nel comune di Sostegno, nella Provincia di Novara, dal benemerito Giovanni Davide Ceschino, è eretta in corpo morale.

Art. 2.

È approvato lo statuto organico per la Scuola suddetta, composto di 25 articoli, annesso al presente decreto, e firmato dal Nostro Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 gennaio 1894.

UMBERTO.

BACCELLI.

Visto, *Il Guardasigilli*: CALENDA DI TAVANI.

STATUTO ORGANICO della Scuola elementare mista « Davide Ceschino » di Asei nel comune di Sostegno.

CAPO I.

Scopo e mezzi della Scuola.

Art. 1.

Sotto l'osservanza delle leggi e regolamenti in materia, venne istituita la Scuola elementare mista di Asei, del nome del suo fondatore denominata « Davide Ceschino », la quale ha per iscopo l'istruzione e l'educazione dei fanciulli d'ambo i sessi della Borgata e di quelli che, sebbene appartenenti ad altra frazione o comune, in questa siano residenti.

Art. 2.

I fanciulli d'ambo i sessi potranno rimanere nella Scuola sino agli anni quattordici.

Vista la grande distanza dalla Borgata all'Asilo infantile del capoluogo, si aggiunge alla Scuola una classe preparatoria a cui saranno ammessi i bambini che abbiano compiuto il quinto anno d'età o lo compiano entro il mese di marzo successivo all'apertura annuale della Scuola.

Art. 3.

Il patrimonio ed i redditi della Scuola si compongono:

a) di un ampio edificio appositamente ed a proprie spese eretto dal benemerito cav. Davide Ceschino fin dall'anno 1869 e donato poscia al comune di Sostegno con atto 18 novembre 1875;

b) della rendita sul Debito Pubblico del Regno di lire quattrocentocinque, proveniente da elargizioni private;

c) di annuo sussidio del Municipio;

d) delle somme che si raccoglieranno da altri proventi ed elargizioni eventuali.

Art. 4.

Qualsiasi risparmio dell'Istituzione superiore alle lire cento dovrà sempre essere impiegato in cartelle del Debito Pubblico Italiano.

CAPO II

Amministrazione e sue attribuzioni.

Art. 5.

L'Amministrazione è composta di un presidente, un vice presidente e di tre membri. Uno di questi viene nominato dal Consiglio comunale di Sostegno nella tornata autunnale, e gli altri due, non che il presidente ed il vice presidente, vengono eletti dai residenti nella frazione Asei che possiedano i requisiti seguenti:

a) abbiamo compiuto il 21° anno d'età;

b) sappiano leggere e scrivere;

c) siano soci o figli di soci fondatori dell'istituzione, od abbiano fatto a favore della medesima una oblazione non inferiore alle lire venti.

Art. 6.

Alla morte del padre, socio fondatore o semplicemente oblatore, acquisteranno diritto al voto i figli maschi; le donne solo quando avranno contratto matrimonio, rendendo il loro voto esclusivamente per mezzo del marito.

Essi potranno però godere di tale diritto anche essendo in vita il padre, purchè questi ne faccia definitiva rinuncia a favore dei figli, oppure iscrivendosi soci oblatori in forza dell'articolo precedente.

Art. 7.

Il presidente ed il vice presidente durano in carica tre anni. Gli altri membri vengono rinnovati per un terzo ogni anno.

Nei primi due anni susseguenti alle elezioni generali, la scadenza viene determinata dalla sorte; in seguito dall'anzianità.

I membri scadenti sono sempre rieleggibili.

Art. 8.

Non potranno assumere l'ufficio e ne decadranno se l'avessero assunto coloro che all'epoca della nomina non avessero ancora reso i conti della loro gestione, o avessero liti vertenti colla Scuola. I soci che fossero in queste condizioni non avranno diritto al voto nelle assemblee generali.

Art. 9.

Gli ascendenti e discendenti, il genero e lo suocero, non potranno essere contemporaneamente membri dell'Amministrazione.

Verificandosi questa incompatibilità, si terrà come eletto chi avrà riportato il maggior numero di voti.

A parità di voti il maggiore d'età.

Art. 10.

Chi surroga membri dimissionari o decaduti rimarrà in carica solo per quanto vi sarebbe stato l'antecessore.

Art. 11.

L'Amministrazione provvede a tutte le esigenze morali e materiali

della Scuola. Nomina nel suo seno un tesoriere-segretario che dovrà prestare adeguata cauzione e non percepirà alcun stipendio o retribuzione sul bilancio della Scuola

Per opera di questi tiene la contabilità dei movimenti di cassa, rendendone conto in apposita adunanza generale.

Il tesoriere-segretario non avrà voto deliberativo nel solo caso in cui si tratterà della resa dei conti della sua gestione.

Art. 12.

Ogni anno verrà, per cura dell'Amministrazione, compilata la lista dei soci e pubblicata per otto giorni consecutivi nella prima quindicina di gennaio.

Contro le indebite inscrizioni od omissioni potrà porgersi reclamo, da risolversi in apposita adunanza generale, entro il successivo febbraio.

Art. 13.

Il presidente è capo dell'Amministrazione ed il legittimo rappresentante dell'Istituto. Egli sovraintende a tutti i rami dell'Amministrazione e provvede in modo speciale alla esecuzione delle deliberazioni ed all'esatta osservanza dello statuto.

CAPO III

—

Dell'insegnante.

Art. 14.

All'insegnante verrà concesso un comodo alloggio con mobilio, il godimento del giardino annesso all'edificio scolastico, e corrisposto lo stipendio annuo di lire quattrocentocinquanta, pagabile dal Tesoriere in decimi posticipati.

Venendo a crescere il reddito dell'Istituzione l'Amministrazione potrà aumentare adeguatamente lo stipendio della maestra.

Art. 15.

La nomina e revoca della maestra verrà fatta dall'assemblea generale, seguendo le norme delle vigenti leggi sull'Istruzione Pubblica.

CAPO IV

—

Delle adunanze.

Art. 16.

Le adunanze sono generali ordinarie, generali straordinarie coll'intervento di tutti i soci, e del Consiglio d'amministrazione.

Le adunanze generali ordinarie si terranno una volta all'anno nel mese di novembre, in giorno ed ora stabiliti dall'Amministrazione e notificate almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza.

Questa adunanze avranno per iscopo precipuo la revisione dei conti dell'anno scolastico precedente, e la nomina dei membri dell'Amministrazione scadenti.

Le adunanze generali ordinari si terranno, quando lo richiedano speciali motivi, dietro convocazione del presidente o su domanda per iscritto firmata da almeno otto soci.

Quelle del Consiglio d'Amministrazione avranno luogo ogni qualvolta l'interesse della Scuola ne lo richieda, sia per volere del presidente, sia dietro desiderio di almeno due de' suoi membri, sia per ordine della superiore autorità.

Art. 17.

Siano le une siano le altre adunanze saranno valide quando intervenga almeno la metà dei rispettivi membri, oltre al presidente o a chi ne fa le veci.

In seconda convocazione saranno valide le deliberazioni qualunque sia il numero degli intervenuti.

Art 18.

Le convocazioni dell'Amministrazione si fanno dal presidente, o da chi per esso, per invito scritto, con indicazione dei principali affari da trattarsi, almeno ventiquattro ore prima di quello fissato per l'adunanza, salvo i casi d'urgenza, in cui l'Amministrazione potrà essere convocata anche nel giorno stesso.

Art. 19.

L'amministratore che non intervenga per tre volte consecutive all'adunanza, sia generale sia della sola Amministrazione, senza legittimo impedimento, sarà dichiarato decaduto.

Art. 20.

In mancanza del presidente o del vice presidente, ne fa le veci il membro più anziano, ed a pari anzianità, il maggiore d'età.

Art. 21.

Le votazioni si faranno per alzata e seduta, quelle concernenti persone debbono essere fatte a voti segreti.

Art. 22.

Le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta di voti.

A parità di voti la proposta s'intende respinta.

Art. 23.

Qualora l'adunanza dell'Amministrazione non risultasse in numero legale e gli affari da trattarsi in essa fossero tali da non ammettere dilazioni, il presidente vi provvederà, sotto la sua responsabilità, riferendone poscia nella prima seduta dell'Amministrazione per ottenerne l'approvazione.

Art. 24.

Di qualsiasi deliberazione verrà sempre redatto, in apposito registro, l'atto verbale che dovrà essere firmato da tutti i membri della Amministrazione intervenuti all'adunanza, nè se ne potrà rilasciare copia o dare lettura a chichessia, senza il permesso dell'Amministrazione o dell'autorità governativa.

Art. 25.

Per i casi non previsti dal presente statuto, delibererà l'Amministrazione, salvo alla medesima l'obbligo di riferirne nella prossima adunanza generale.

In originale:

Sostegno, 17 maggio 1893.

Firm. Geom. Giuseppe Ceschino, *Presidente*
Zoppino Gioacchino, *Vice-Presidente*
Dantoni Giovanni
Dantoni Benedetto
Ceschino Bartolomeo.

Visto, d'ordine di S. M.
Il Ministro della Pubblica Istruzione
G. BACCELLI.

Relazione *di S. E. il Ministro dell'Interno a* **S. M. il Re,** *in udienza del 25 marzo 1894, circa lo scioglimento del Consiglio comunale di Capranica di Sutri, in provincia di Roma.*

SIRE,

Con l'unito schema di decreto mi onoro proporre alla firma della Maestà Vostra lo scioglimento del Consiglio comunale di Capranica di Sutri in provincia di Roma.

È un provvedimento reclamato dalla più urgente necessità, vista la poca cura che l'attuale rappresentanza comunale ha avuta degli interessi del comune.

Basti in proposito accennare il fatto dell'appalto del dazio consumo deliberato dal Consiglio a favore di chi non era risultato il migliore offerente, e ciò per corruzione esercitata su un consigliere comunale, contro cui l'autorità giudiziaria sta istruendo il relativo processo.

Il Ministro
CRISPI.

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 268 e 269 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 10 febbraio 1889 n. 5921 (serie 3ª);

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Capranica di Sutri, in provincia di Roma, è sciolto.

Art. 2.

Il signor rag. Garibaldo Ferrari, computista di Prefettura, è nominato commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 25 marzo 1894.

UMBERTO.

CRISPI.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 415714 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale (corrispondente al N. 20114 della soppressa Direzione di Torino), per L. 10, al nome di Oliva Emanuele di Antonio, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Oliva Emanuele di Giovanni vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 17 aprile 1894.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 829592 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per L. 1200, al nome di Mangili Vittorio fu Innocente Giuseppe, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi Mangili Vittorio fu Giuseppe, vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 17 aprile 1894.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

MINISTERO DELLA GUERRA

Inscritti della classe 1874 arruolati in 1ª categoria, che dovrebbero essere avviati alle armi isolatamente.

Per le stesse ragioni per le quali colla circolare del 20 novembre 1892, n. 140, venne disposto che gli inscritti di leva arruolati in 1ª categoria nelle leve sulle classi 1872 e 1873, e che, in applicazione dei §§ 567, 568, 572, 578, 579, 590, 593, 595, 596, 597, 598, 602, 603, 608, 640 e 656 del regolamento sul reclutamento, avrebbero dovuto essere inviati immediatamente sotto le armi, fossero inviati in licenza straordinaria con obbligo di ripresentarsi alla chiamata degli uomini della loro classe, questo Ministero determina quanto appresso:

1° Gli inscritti della leva sulla classe 1874, o di leve precedenti, i quali fossero dal 20 aprile corrente fino al tempo della chiamata alle armi della classe predetta arruolati in 1ª categoria ed avviati dai consigli di leva, per effetto di alcuno dei succitati paragrafi del regolamento sul reclutamento, ai distretti militari, saranno presso i medesimi sottoposti subito ad accurata visita e, se confermati idonei, inviati in licenza straordinaria con obbligo di ripresentarsi allorchè saranno chiamati alle armi i militari della classe 1874.

In caso di riconosciuta inabilità, i predetti inscritti saranno trattenuti al distretto e proposti subito per la rassegna speciale.

2° Quelli fra i detti inscritti, i quali fossero stati condannati come renitenti, non dovranno scontare la pena mentre trovansi in licenza straordinaria, ma soltanto dopo che saranno stati inviati in congedo illimitato, e ciò a mente dell'articolo 169, ultimo alinea, della legge sul reclutamento.

3. Ai detti militari sono applicabili le norme contenute nella circolare num. 14 del 20 gennaio 1893, ma per essi non verrà inviata al Ministero la copia del foglio matricolare, modello n. 61, prescritta per i militari in forza alle compagnie permanenti dei distretti militari.

Roma, 10 aprile 1894.

Il Ministro
MOCENNI.

Sospensione degli arruolamenti volontari e delle partenze anticipate per l'arma dei carabinieri reali.

Per gli stessi motivi per i quali con circolare num. 19 del corrente anno vennero sospese le partenze anticipate degli inscritti della classe 1873 con assegnazione all'arma dei carabinieri reali e le proposte di passaggio nell'arma stessa dalle armi a cavallo, questo Ministero determina che siano sospesi dal 16 corrente mese sino a nuovo ordine anche gli arruolamenti volontari ordinari per l'arma dei carabinieri reali.

Saranno del pari sospese sino a nuovo ordine le partenze anticipate per le armi degli inscritti della classe 1874 con assegnazione all'arma predetta dei carabinieri reali.

Roma, 12 aprile 1894.

Il Ministro
MOCENNI.

RECLUTAMENTO. — *Aggiunta all'Istruzione complementare al regolamento sul reclutamento del R. esercito.*

All'Istruzione complementare al regolamento sul reclutamento del R. esercito, in data 20 agosto 1890, è aggiunto il seguente paragrafo:

§ 158 *bis*. Gli inscritti che mancarono alla chiamata alle armi per causa di malattia dovranno, quando si presentano al distretto militare, essere, se confermati idonei, subito assegnati ed avviati ad un corpo secondo le norme ordinarie.

Quelli mancanti perchè detenuti in espiazione di pena od in attesa di giudizio seguito da condanna, qualora sieno posti in libertà dopo trascorso un periodo di tempo maggiore di 150 giorni, a decorrere dal giorno ultimo stabilito per la chiamata alle armi della loro classe dovranno, appena si presentano al distretto, essere inviati in licenza straordinaria, con obbligo di ripresentarsi alle armi con la classe cui, in seguito all'avvenuta interruzione di servizio, vengono trasferiti per compiere la loro ferma.

Dovranno invece essere subito assegnati ed avviati ad un corpo gli inscritti mancanti alla chiamata perchè detenuti in espiazione di pena, i quali siano posti in libertà prima che sia trascorso il detto periodo di 150 giorni, ed anche quelli che trovavansi in carcere in attesa di giudizio e sono stati poi assolti, non considerandosi per questi ultimi, a senso del § 862 del regolamento sul reclutamento,

interruzione di servizio il ritardo alla venuta alle armi, semprechè si presentino al distretto appena lasciati in libertà.

Roma, 10 aprile 1894.

Il Ministro
MOCENNI.

CONCORSI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Relazione *della Commissione esaminatrice del concorso alla cattedra di professore ordinario di Lavori in terra e Costruzioni stradali presso il R. Istituto tecnico superiore di Milano.*

La Commissione composta dei signori:

Prof. ing. Giambattista Favero,
» » Gaetano Crugnola,
» » Silvio Canevazzi,
» » Pio Chicchi,
» » Giulio Stabilini,

tenne le sue sedute in un'aula della R. Università di Roma nei giorni 15, 16 e 18 ottobre 1893 e si costituì nominando a presidente il prof. Favero ed a segretario il prof. Stabilini.

Al concorso si presentarono tre candidati, cioè i signori:

Prof ing Giuseppe Martelli,
Ing. Cosimo Canovetti,
Ing. Riccardo Simonetti.

I giudizi definitivi sui meriti scientifici e didattici dei tre concorrenti sono qui brevemente riassunti:

I. Martelli. — Dopo avea prestato per otto anni servizio nel Real Corpo del Genio civile, venne nel 1865 incaricato dell'insegnamento di lavori in terra e costruzioni stradali nel R. Istituto tecnico superiore di Milano, e nell'anno successivo nominato professore straordinario per detto insegnamento, vi fu successivamente riconfermato fino ad ora.

Presenta al concorso le seguenti pubblicazioni:

1. I lavori in terra;
2. Sui muri di sostegno a contrafforti esterni;
3. Costruzioni stradali: corso litografato di lezioni tenute nell'anno 1887-88 presso il Regio Istituto tecnico superiore di Milano;
4. Spinta delle terre e muri di sostegno: corso litografato di lezioni tenute nel R. Istituto tecnico superiore di Milano per l'anno 1891-92;
5. Lavori di terra: voce dell'Enciclopedia delle arti ed industrie di Torino.

Nel portare il proprio giudizio sul valore di queste pubblicazioni, la Commissione anzitutto, a norma dell'art. 108 del Regolamento universitario 26 ottobre 1890, ha dovuto escludere quella indicata al n. 5 perchè scritta in collaborazione con uno dei commissari: tra le altre depongono favorevolmente sul merito scientifico del candidato le prime due; infatti il libro sui lavori di terra è il trattato più completo tanto dal punto di vista teorico che dal lato pratico che siasi pubblicato in Italia su detto speciale argomento. In esso sono sviluppate ampiamente le varie questioni sul calcolo dei solidi di terra, sui trasporti e sulla determinazione del loro costo, ed in un ultimo capitolo vi è pure svolto con discernimento e competenza l'importante argomento della consolidazione delle trincee e dei terrapieni.

Se qualche appunto può muoversi a tale pubblicazione per un eccesso di sviluppo dato alla parte teoretica e per poca originalità, è indubitato d'altra parte che essa può considerarsi un trattato utilissimo all'insegnamento speciale della cattedra messa a concorso. La memoria n. 2 è poi la trattazione di un caso speciale sui muri di sostegno, e che trova la sua applicazione pratica: è svolta dall'autore con metodo elegante, e nella sua soluzione si fanno anche considerazioni originali.

Riguardo poi ai lavori indicati ai nn. 3 e 4, la Commissione li ha valutati piuttosto per il valore didattico che scientifico del concorrente; in quanto che sono presentati sotto la forma di appunti presi da allievi alle lezioni e da esso riveduti. Tale valore didattico appare ad ogni modo indubitato, giacchè dal corso di costruzioni stradali il programma ne risulta ben compreso e svolto in ogni parte con larghezza di vedute, nonchè con giusta considerazione dei casi pratici; e lo stesso può ripetersi per le lezioni sulla spinta delle terre e sui muri di sostegno, quantunque vi si noti una preponderanza dello sviluppo teoretico con detrimento della parte pratica.

D'altro lato i meriti didattici del concorrente sono ampiamente comprovati dal lungo insegnamento impartito appunto nella cattedra a concorso, essendo pur anco notorio come il prof. Martelli vi attenda con zelo e con diligenza esemplari. La di lui operosità è pure manifesta per l'opera prestata a lavori di traduzione di importanti pubblicazioni tecniche estere.

II Canovetti. — Laureato ingegnere nel 1878 presso la Scuola centrale di Parigi, dal Ministero dei lavori pubblici in Francia fu assunto nello stesso anno al servizio delle costruzioni ferroviarie dello Stato, dove sulla linea Elbeuf-Rouen attese fino al 1882 allo studio ed esecuzione di viadotti murarii e di costruzioni metalliche sotto gli ordini dell'ingegnere ordinario Delzenne. Dal 1882 al 1888 a Parigi come ingegnere privato si occupò di importanti lavori di architettura civile e di ingegneria sanitaria.

Nel novembre 1888 fu nominato ingegnere-capo dell'ufficio tecnico municipale di Brescia, al quale ufficio trovasi tuttora addetto.

Presenta al concorso le seguenti pubblicazioni:

1, 2. Memoria e seguito sull'elettrolisi dell'acqua e sue applicazioni all'officina di Terni;
3, 4. Influenza della velocità d'arrivo della portata degli stramazzi a contrazione completa, ed analisi presentata sullo stesso lavoro dal sig. Tedesco alla Società degli ingegneri civili in Francia;
5. *Notes sur les travaux d'assainissement de la ville de Naples;*
6. *Etude sur le remplacement du fer par l'acier;*
7. *Charpente métallique de l'ancienne halle aux bles, bourse de commerce à Paris;*
8. *Les fermes de l'Expositiou de 1889;* due articoli pubblicati nel *Génie civil* di Parigi;
9. Sull'impiego delle sfere roteanti e sul loro coefficiente d'attrito;
10. *Recherche du moment fléchissant qui résulte du passage des charges roulants sus les poutres continues;*
11. Sulla pendenza massima nelle linee strategiche di grande importanza e sull'effetto utile delle locomotive;
12. La ferrovia del Semp'one con galleria di base;
13. Studio dell'analisi del costo di trazione del treno-chilometro nel progetto Masson-Chapuis.

La Commissione osserva che le pubblicazioni 1-2 sono affatto estranee al ramo di scienza che forma oggetto della cattedra posta a concorso, e che le altre dal n. 3 al n. 10 non vi hanno diretta attinenza; mostrano però nel concorrente una lodevole attività e danno prova di buona cottura tecnica o scientifica; non tutte però sono ben pensate in ogni loro parte, e nemmeno può dirsi che tutte le varie questioni ivi trattate siano sufficientemente approfondite. I lavori di maggior peso per gli effetti del presente concorso, cioè le pubblicazioni n. 11, 12, 13 se dimostrano nell'autore una certa competenza a trattare questioni relative all'esercizio ferroviario, riflettono però argomenti troppo speciali, e quindi sono insufficienti a giudicare della competenza scientifica o tecnica del concorrente nel ramo di scienza relativa alla viabilità ordinaria ed ai lavori di terra.

La Commissione osserva pur anco che se gli uffici ed i lavori a cui fu addetto l'ingegnere Canovetti lasciano supporre in esso una sufficiente coltura tecnica o pratica professionale, non risulta d'altro lato dai documenti presentati che il candidato sia munito di titoli didattici.

III. Simonetti. — Laureato ingegnere nel 1878 presso la R. scuola degli ingegneri di Napoli, e nominato nel 1879 architetto del Credito

fondiaria per la provincia di Napoli, vinse in quell' anno il concorso per ingegnere-allievo nel R. Corpo del Genio civile, e vi fu assunto in servizio il 1° gennaio 1880; nel 1881 fu promosso ingegnere di 3ª classe, e nel 1888 di 2ª classe; in tale ufficio fu addetto in special modo a lavori di studii e costruzioni ferroviarie e presenta numerosi disegni comprovanti l'importanza dei lavori cui ha collaborato. Nel 1892 prese parte al concorso bandito dal Ministero dei Lavori Pubblici per una memoria sul tema: Consolidamento dei terreni franosi: il suo lavoro fu giudicato il migliore dei presentati, e premiato. Ebbe incarichi speciali di fiducia dallo stesso Ministero dei Lavori Pubblici per vertenze fra l'Amministrazione dello Stato e privati. Nel 1891 al concorso per cattedre vacanti nei RR. istituti tecnici fu dichiarato eleggibile risultando il secondo su undici proposti, e nominato professore di topografia nel R. istituto tecnico di Lodi, ufficio che dal concorrente non fu assunto. Fu pure incaricato di far parte di Commissioni esaminatrici presso la scuola degl'ingegneri di Napoli nell'anno 1891-92.

Presenta al concorso le seguenti pubblicazioni:

1. Le costruzioni ferroviarie in Italia;
2. Della valutazione di alcuni scavi e degli esaurimenti d'acqua;
3. La ventilazione naturale delle grandi gallerie e progetto di un grande pozzo di ventilazione;
4. Consolidamento dei terreni franosi;
5. Nota sulle ferrovie elettriche;
6. Memoria per la difesa della Amministrazione innanzi al Collegio arbitrale per la risoluzione delle vertenze sollevate dall'impresa Menotti, tronco Auletta-Galdo;

6-*bis*. Memoria suppletiva come sopra;

7. Memoria defensionale (come al n. 6) pel tronco Auletta-Polla;

7-*bis*. Memoria suppletiva come sopra.

Prescindendo dall'esame delle pubblicazioni dal n. 6 in avanti perchè lavori d'indole professionale, e da quella del n. 5 perchè di nessun valore tecnico o scientifico, per le altre la Commissione riconosce anzitutto in quella sul consolidamento dei terreni franosi un lavoro molto pregevole per chiarezza di esposizione e quasi completa conoscenza della materia tanto sotto l'aspetto scientifico che dal lato pratico; tale lavoro mostra altresì nell'autore una mente ordinata ed atta a trattare questioni di importanza tecnica.

Le pubblicazioni n. 1 e n. 2 sono brevi lavori, e se ancora vi si riscontrano pregi di esposizione, tuttavia le varie questioni non vi sono svolte con desiderabile larghezza di vedute: finalmente il lavoro sulla ventilazione naturale delle gallerie rivela nell'autore mancanza di coltura scientifica nelle dottrine di termodinamica, ed è svolto altresì con poca conoscenza pratica di siffatto argomento.

L'ing. Simonetti per altro e per la natura e per l'importanza dei lavori di studi e costruzioni ferroviarie cui fu addetto per ragioni di ufficio, ed ai quali attese con intelligenza lodevole, come è attestato dai documenti ufficiali, è a riconoscersi dotato di buona coltura tecnica; ma presentasi però sprovvisto di qualsiasi titolo didattico di insegnamento effettivamente impartito.

Esaurito per tal modo l'esame sul merito dei singoli candidati, la Commissione procedette alla votazione per schede segrete per stabilire la eleggibilità, ed in seguito al risultato di tale votazione, risultò eleggibile ad unanimità il prof. Martelli; risultarono ineleggibili Simonetti a maggioranza, e Canovetti ad unanimità.

Procedutosi poi alla votazione palese sui punti di merito da attribuirsi al solo concorrente dichiarato eleggibile, la Commissione deliberò di assegnare al prof. Martelli punti quarantaquattro su cinquanta.

In seguito a tale risultato la Commissione propone che l'ingegnere Giuseppe Martelli venga nominato professore ordinario di lavori in terra e costruzioni stradali nel R. Istituto tecnico superiore di Milano.

Roma, 18 ottobre 1893.

La Commissione:
G. B. Favero.
G. Crugnola.
S. Canevazzi.
P. Chicchi.
G. Stabilini.

Osservazioni del Consiglio superiore di pubblica istruzione.

Il Consiglio ha osservato soltanto la mancanza dei giudizi scritti dei singoli commissari, la quale costituisce una trasgressione al disposto dell'art. 120 del regolamento generale universitario.

Il vice-presidente
L. Cremona.

Relazione *della Commissione esaminatrice del concorso alla cattedra di professore ordinario di geometria descrittiva e scienza delle costruzioni nel R. Istituto tecnico di Milano.*

A questo concorso si presentò soltanto il sig. ingegnere prof. Antonio Sayno; la sua domanda è accompagnata da numerosi titoli didattici, scientifici e di altro genere, relativi ad onorifici incarichi sostenuti, ecc.

Dall'elenco dei titoli didattici risulta che il candidato, laureatosi ingegnere civile nel R. Istituto tecnico superiore di Milano, il 16 agosto 1867, venne nominato assistente alle cattedre di statica grafica e costruzioni, nel medesimo Istituto, con decreto ministeriale 23 ottobre 1868; con altro decreto del 29 ottobre 1872 venne nominato professore straordinario di scienza delle costruzioni nello stesso Istituto, ufficio che cuoprè tuttora; con successivo decreto del 12 marzo 1876 venne incaricato dell'insegnamento della geometria descrittiva nella Scuola preparatoria annessa all'Istituto suddetto, incarico riconfermato fino a tutt'oggi; e finalmente con altro decreto ministeriale 3 maggio 1888, fu nominato direttore del gabinetto di costruzioni coll'annesso laboratorio per le esperienze sui materiali di costruzione.

Una dichiarazione molto lusinghiera, rilasciata dall'illustre prof. Cremona al candidato nel 1869, attesta in primo luogo la estesa e non comune coltura nelle parti elevate della geometria sì sintetica che analitica, procacciatasi dal Sayno col frequentare per tre anni consecutivi (67-69) le lezioni dettate dal Cremona, ed in secondo luogo lo slancio con cui il candidato si dedicò, nel biennio 68-69, in qualità di assistente, all'insegnamento della geometria di posizione e della statica grafica, sia nell'indirizzare i giovani in quelli studi allora nuovi, sia nell'eseguire ricerche scientifiche sue proprie.

Dei frutti raccolti dal candidato nell'ulteriore carriera didattica sono consapevoli quanti conoscono la meritata fama di quell'Istituto, donde uscirono non pochi valorosi insegnanti sì nell'istruzione superiore che nella secondaria, e distinti ingegneri.

Vuolsi ancora annoverare fra i titoli didattici del candidato l'aver egli fra i primi in Italia, sin dall'anno 1877, impartito l'insegnamento ufficiale della geometria descrittiva col nuovo indirizzo tracciato dalla classica opera del Fiedler, ed aver contribuito notevolmente alla diffusione di quei nuovi metodi colla universalmente lodata traduzione libera dell'opera suddetta, per la parte che a lui spetta.

Ad ulteriore testimonianza dell'attitudine didattica del candidato, spiegata in tutta la sua lunga carriera d'insegnante, stanno infine le lusinghiere parole, colle quali l'illustre prof. Brioschi, direttore dell'Istituto, ne accompagna la domanda al Ministero

I titoli scientifici presentati dal Sayno, dei quali si allega un elenco, sono in numero di 25, di data posteriore alla nomina del candidato a professore straordinario di scienza delle costruzioni. Come giudizio complessivo può dirsi che tutti questi lavori, se si prescinde da poche sviste, sono correttamente condotti, e dimostrano a sufficienza l'attività scientifica del candidato e il desiderio, in lui grandemente sviluppato, di tenersi al corrente e di prendere parte alle questioni scientifiche di attualità, più o meno direttamente attinenti al suo insegnamento.

Scendendo poi ad una critica più particolareggiata, conviene anzitutto distinguere i suddetti lavori in tre gruppi, il primo relativo alla geometria descrittiva, il secondo attinente alla scienza delle costruzioni (comprendendovi anche alcuni piccoli lavori di calcolo grafico ed altri di statica grafica), il terzo d'indole sperimentale.

Nel primo gruppo è specialmente da lodare per la chiarezza la

traduzione libera fatta dal candidato dell'opera del Fiedler, per la parte che lo riguarda.

Sebbene fra le memorie originali appartenenti al secondo gruppo non si trovi alcun lavoro di alto valore scientifico, pure vi sono trattate questioni di un certo interesse per la scienza delle costruzioni.

Senza dubbio bisogna riportarsi all'epoca in cui questi lavori furono fatti, ed aver riguardo al notevole progresso ed alle radicali trasformazioni che ha subito la scienza delle costruzioni in questi ultimi anni.

Si potrebbe al giorno d'oggi porre in dubbio l'opportunità di alcuni di quei lavori, o quanto meno del metodo di sviluppo; ma, per il tempo in cui furono scritti, dimostrano chiaramente la valida parte attiva che prendeva il candidato in quelle questioni ancora bambine. Osservazioni di questo genere vanno riferite anche al corso autografato delle lezioni sulla scienza delle costruzioni, presentato come titolo dal candidato, il quale corso rimonta al 1884. Vi si trova svolto un programma abbastanza completo, avuto riguardo all'epoca in cui quest'opera fu scritta, in certe parti lo sviluppo sembra persino eccessivo; ma sarebbe troppa pretesa cercarvi quell'unità di metodi e quella coordinazione di argomenti che sono il frutto soltanto dei recentissimi progressi fatti in questo ramo dello scibile umano. Nè può farsi l'appunto della mancanza di trattazione di alcuni argomenti, che rientrano generalmente nella scienza delle costruzioni, se si pone mente al modo in cui son divisi gli insegnamenti nell'Istituto di cui si tratta.

Riguardo alle due recentissime pubblicazioni che hanno per titolo « Di alcune formole ridotte per il calcolo degli archi circolari metallici », potrebbe osservarsi che nella trattazione di questo argomento, l'attuale scienza delle costruzioni avrebbe dovuto condurre a metodi più spicci ed eleganti, ed in taluni casi a formole notevolmente più semplici, senza scapito dell'esattezza.

Il terzo gruppo di titoli scientifici comprende otto memorie riguardanti la fisica molecolare di alcuni solidi omogenei, nelle quali collo appoggio di numerosi risultati sperimentali, ottenuti in parte dal candidato, in parte da odierni sperimentatori di meritata fama, vengono messe in rilievo delle relazioni molto semplici ed interessanti che, nei fenomeni di deformazioni termiche, elastiche e di rottura, legano fra loro alcune quantità che si incontrano nello studio della resistenza dei materiali e certe costanti fisiche. Non si saprebbe al giorno d'oggi definire quale grado di attinenza passi fra tali ricerche e la scienza delle costruzioni e perciò la Commissione non ha potuto attribuire a questi lavori tutta quella importanza che in sè stessi meriteranno. Ad ogni modo essi dimostrano come il candidato siasi dedicato con amore e con profitto anche a questo ramo di studi sperimentali di viva attualità.

Riassumendo: dalle impressioni ricevute nell'accurato esame di titoli didattici e scientifici del candidato, si è generata nella Commissione l'unanime e ferma opinione che il Sayno siasi acquistata una grande benemerenza per la sua lunga ed efficace carriera didattica, e che abbia dimostrato una sufficiente e sana attività scientifica nelle ricerche attinenti all'insegnamento posto a concorso. La Commissione pertanto accordò al candidato, a voti unanimi, la eleggibilità, e, passando poi alla classificazione di merito gli assegnò, pure ad unanimità, punti *quarantadue* su *cinquanta*; propone quindi la nomina dell'ing. Sayno a professore ordinario di geometria descrittiva e scienza delle costruzioni nel R. Istituto tecnico di Milano.

Roma, 20 ottobre 1893.

La Commissione:
Cesare Ceradini, *presidente*.
G. Jung
P. Chicchi.
S. Canevazzi.
C. Guidi, *segretario*.

ELENCO dei lavori scientifici pubblicati dall'ing. Antonio Sayno posteriormente alla sua nomina di professore straordinario di scienza delle costruzioni nel Regio Istituto tecnico superiore di Milano.

1. Versione italiana del trattato di geometria descrittiva del professore G. Fiedler, liberamente eseguita e migliorata, con note ed aggiunte approvate dall'autore.
2. Di alcune proprietà e dell'uso della spirale equ'angola nel calcolo grafico.
3. Sulla spirale iperbolica considerata come curva ausiliaria nella risoluzione di alcuni problemi di 2° grado.
4. Di alcune applicazioni della spirale d'Archimede nel calcolo grafico (Rend. del R. Ist. Lombardo di scienze e lettere, 1874 – Politecnico, vol. XXII).
5. Di alcuni problemi di geometria descrittiva.
6. Lo spiraligrafo meccanico (Rend. R. Ist. Lomb., 1874 e Politecnico, vol. XXII).
7. Dell'uso della sviluppante di cerchio nel calcolo grafico (Polit. vol. XXII).
8. Cerchio di riduzione lineare e curve di rappresentazione dei momenti d'inerzia delle figure piane, con applicazioni al calcolo delle resistenze delle sezioni dei prismi sollecitati alla flessione (Rend. Ist. Lomb., 1875, e Polit., vol. XXIV).
9. Sul calcolo delle travature reticolari a tavole parallele (Rend Ist. Lomb. 1875).
10. Sul nocciolo centrale e sulle curve di resistenza alla rottura per flessione (Rend. Ist. Lombardo, 1875).
11. Sulla sollecitazione obliqua delle sezioni piane dei prismi (Rend. Ist. Lomb., 1875).
12. Di una relazione che esiste fra il nocciolo centrale e la resistenza specifica di coesione permanente delle sezioni normali dei prismi cimentati alla flessione (Rend. Ist. Lomb., 1876).
13. Di alcuni problemi relativi al calcolo della resistenza alla flessione dei prismi (Politecnico, vol. XXIV).
14 e 15. Corso litografato di scienza delle costruzioni (2 vol.).
16. Commemorazione della vita e delle opere del prof. Clericetti (Milano, 1889).
17. Sulle deformazioni e le resistenze alla rottura per tensione dei prismi e dei cilindri di metalli omogenei (Polit., 1890).
18. Sul lavoro di deformazione alla rottura per tensione delle aste metalliche. (Rend. Ist. Lomb., 1890).
19. Di una relazione che esiste fra il coefficiente di dilatazione termica e la temperatura di fusione, ad una temperatura t tra due dati limiti, per alcuni corpi omogenei ed isotropi. (Rend. Ist Lomb., 1890, nota I).
20. Di una relazione che esiste fra il coefficiente di dilatazione elastica e la temperatura di fusione, per alcuni metalli c. s. (Rend. Ist. Lom., 1891, nota II).
21. Di una relazione che esiste fra il coefficiente di elasticità rispetto alla torsione e la temperatura di fusione per alcuni metalli c. s. (Rend. Ist. Lom., 1891. nota III).
22. Di alcune proprietà relative ai rapporti che esistono fra la temperatura di fusione, i coefficienti di dilatazione termica, ela tica ed i moduli di torsioni di alcuni solidi omogenei ed isotropi (Rend. Ist. Lom, 1891, nota IV).
23. Valore delle costanti che caratterizzano le relazioni che esistono fra i moduli di elasticità rispetto alla tensione, alla torsione, la dilatazione termica e la temperatura assoluta di fusione di alcuni corpi omogenei ed isotropi (Rend. Ist. Lomb., 1891, nota V).
24. Di una relazione che esiste fra il modulo di rottura rispetto alla tensione la temperatura di fusione, la densità ed il peso atomico di alcuni metalli omogenei. Rend. I. Lom., 1892.
25. Di alcune formule ridotte per il calcolo degli archi circolari metallici – Parte I, archi incastrati. (Rend. Ist. Lom., 1893).
26. Di alcune formule ridotte per il calcolo degli archi circolari metallici – Parte II, archi ad uno e due centri armati da tirante. (Rend. Ist. Lomb. 1893).

Osservazioni del Consiglio superiore di Pubblica Istruzione.

Il Consiglio ha osservato soltanto che negli atti della Commissione mancano i giudizi scritti dei singoli commissari, i quali giudizi secondo l'ultimo comma dell'art. 120 del regolamento universitario debbono riprodursi testualmente nei verbali.

Il vice-presidente
L. CREMONA.

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Mercoledì 18 aprile 1894.

Presidenza del presidente BIANCHERI.

La seduta comincia alle 14.15.

QUARTIERI, segretario, legge il processo verbale della seduta di ieri.

GRIPPO accenna alle osservazioni fatte ieri dal ministro dell'interno circa l'amministrazione del comune di S. Fele, e rileva come essa si dibatta fra gravissime difficoltà, specialmente in seguito all'emigrazione.

Ritiene che in seguito ad opportuni e razionali provvedimenti le condizioni di quel Comune potranno migliorare.

(Il processo verbale è approvato).

TORRIGIANI presenta le relazioni sui trattati di commercio e di amicizia con la Columbia e col Paraguay.

Interrogazioni.

BACCELLI, ministro dell'istruzione pubblica, risponde all'onorevole Imbriani-Poerio, che desidera « conoscere in base a quali titoli ha nominato un professore di filosofia a Cagliari ».

Questa nomina non fu che un mezzo amministrativo senza efficacia per lo insegnamento; quindi non si esigeva il supremo rigore dei titoli.

Ora si attende dalla riforma del ruolo delle Biblioteche che si possa dare a quel professore il posto che gli compete in seguito al parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione.

IMBRIANI con la sua interrogazione non ha fatto che riprodurre le lagnanze del corpo insegnante.

Non crede logico il procedimento del Ministero, nè che la legge sia rettamente interpretata.

Non può lodare queste finzioni (che lo stesso onorevole ministro non trova buone) quando pure le intenzioni siano buone.

CRISPI, ministro dell'interno, risponde al deputato Imbriani-Poerio, che desidera « conoscere se intenda provvedere al più presto all'esecuzione della legge 2 aprile 1882, per ciò che riguarda il comune di Domegge Cadore, anche per ragione di ordine pubblico ».

La legge relativa allo svincolo della servitù di pascolo in alcune provincie, fintanto che vige, deve essere osservata ed applicata.

Al ministro di agricoltura e commercio spetta di giudicare se e quando sia il caso di proporvi modificazioni.

IMBRIANI osserva che è dovere del prefetto di provvedere alla pubblicazione ed esecuzione delle leggi; ora, sia per questo, che per questioni d'ordine pubblico s'è diretto al ministro dell'interno anzichè al ministro dell'agricoltura.

Infatti i contadini che vedono che non è stato pagato lo svincolo del diritto di pascolo, minacciano di tumultuare.

E siccome trattasi di materia fiscale che porta gravezze, intende presentare insieme con l'on. Clementini una proposta di legge.

CRISPI, ministro dell'interno, ripete che questa non è materia del suo Ministero.

CARENZI, giura.

SONNINO, ministro del tesoro, presenta un'aggiunta all'art. 14 dei provvedimenti finanziari, che riguarda il baratto dei biglietti a debito dello Stato.

Svolgimento di una proposta di legge.

GUELPA svolge svolge la sua proposta di legge per provvedimenti di legislazione sociale.

Ritiene ormai passato il tempo delle discussioni politiche e venuto quello delle discussioni e dei provvedimenti d'indole sociale. Perciò propone un complesso di leggi, dirette precipuamente a risolvere il problema della disoccupazione con intendimenti sociali ma non collettivisti.

Espone quindi le modificazioni ch'egli propone d'introdurre nei Codici ed in varie altre leggi per assicurare agli operai un salario rimuneratore e la partecipazione agli appalti; per stabilire l'inalienabilità dei beni comunali; per dare stabilità al contratto agrario, affezionando l'agricoltore alla terra ed impedendo l'emigrazione, e per avocare allo Stato l'insegnamento elementare.

Conchiude con l'invitare l'onorevole Crispi a portare alle questioni sociali lo stesso entusiasmo che seppe porre nelle questioni politiche.

BOSELLI, ministro d'agricoltura e commercio, dichiara che il Governo consente che la Camera prenda in considerazione le proposte dell'on. Guelpa, riservandosi l'esame sui particolari di esse.

(La Camera prende in considerazione la proposta di legge.)

GALLO chiede che si stabilisca un giorno per lo svolgimento della sua proposta di legge sull'abolizione delle decime.

CALENDA DI TAVANI, ministro guardasigilli, chiede che sia inscritto all'ordine del giorno di martedì prossimo lo svolgimento della proposta dell'onorevole Gallo e che nella tornata di venerdì si faccia luogo allo svolgimento delle proposte di legge del deputato Ippolito Luzzatti, sugli effetti giuridici del catasto, e del deputato Martini ed altri sull'istituzione di sessioni straordinarie di Pretura.

(Così rimane stabilito).

Riprendesi la discussione del bilancio dei lavori pubblici.

VALLE A prende atto delle promesse del ministro relative al prosciugamento dei paduli dell'Alberese e raccomanda al ministro stesso la sistemazione dell'arginatura del fiume Sovato.

SARACCO, ministro dei lavori pubblici, dichiara che presenterà un disegno di legge per il prosciugamento del padule dell'Alberese non avendo mezzi sufficienti ed assicura l'onorevole Valle che il Governo seconderà gli enti interessati alla sistemazione del Sovato conformemente alle prescrizioni della legge 6 agosto 1893.

(Approvansi i capitoli 296 al 302).

DI TRABIA raccomanda maggior sollecitudine nelle bonifiche delle paludi di Mondello, micidiali agli abitanti.

PALIZZOLO si unisce alla raccomandazione del preopinante.

SARACCO, ministro dei lavori pubblici, dichiara che sta innanzi al Consiglio superiore dei lavori pubblici un progetto per opere addizionali: appena sia approvato, si darà mano all'esecuzione di esso.

(Approvansi i capitoli dal 303 al 312).

VISCHI invita il ministro a presentare un disegno di legge, già promesso dal suo predecessore, per meglio regolare i Consorzi delle bonifiche nelle provincie meridionali e ad ordinare studi sulle paludi della provincia di Lecce.

SARACCO, ministro dei lavori pubblici, dice che gli studi per stabilire l'obbligatorietà dei Consorzi furono iniziati dall'amministrazione; ma, trattandosi di argomento grave, non può dire quando un apposito disegno di legge, di cui pure riconosce l'opportunità, possa essere presentato.

Non mancherà di far proseguire o iniziare gli studi relativi alle bonifiche leccesi.

VISCHI prende atto delle dichiarazioni del ministro.

(Approvansi i capitoli 313, 314 e 315).

GARAVETTI, parlando sugli stanziamenti relativi ai porti, si duole che sia stata soppressa la somma che, in precedenti bilanci, era stabilita per completare i lavori nel porto di Torres, e dei quali dimostra l'urgenza e la necessità.

CASTOLDI raccomanda al ministro di provvedere al porto di Carloforte dove, da oltre dodici anni, non si eseguisce alcun lavoro malgrado la sua importanza commerciale e militare.

FILI'-ASTOLFONE invita il ministro a decretare che siano completati i lavori del porto di Licata, ringraziandolo, intanto, per avere composto la lite che pendeva da lunghi anni coll'Impresa Veneta.

CAFIERO parla delle condizioni del porto di Barletta, raccomandando al ministro di accettare la proposta del Municipio, approvata anche dalla Capitaneria, di costruire una diga che separerebbe la parte navigabile del porto da quella già interrata: con che il Governo otterrebbe una notevole economia.

SARACCO, ministro dei lavori pubblici, risponde all'on. Garavetti che, essendo stata limitata, con la legge del 1892, la somma stabilita per lavori nei porti con la legge del 1889, non si possono accontentare tutte le esigenze.

Certo occorrerà provvedere, forse con apposito disegno di legge, a completare i lavori già iniziati: e non sarà allora dimenticato il porto di Torres, nel quale già furono spese somme rilevanti.

Ma oggi, anche perchè mancano progetti definitivi; non può promettere altro che di studiare con benevolenza la questione.

Dice all'on. Castoldi che nel bilancio futuro si potrà stanziare la somma occorrente al porto di Carloforte.

All'on. Filì-Astolfone dice che pel porto di Licata il Governo dovrà, in seguito a sentenza di tribunale, pagare una somma che si avvicina ai due milioni: e promettendo di spendere quanto occorre per provvedere alla conservazione delle opere già fatte, non può prendere impegno di completare i lavori progettati.

Assicura l'onorevole Cafiero che, quando gli sia presentata la proposta del municipio di Barletta, sarà studiata con la maggiore benevolenza.

FILÌ-ASTOLFONE risponde al ministro che non ha chiesto impegni precisi, ma solamente ha chiesto che la questione delle opere di completamento nel porto di Licata, fosse con cura studiata.

SARACCO, ministro dei lavori pubblici, assicura che questo studio non mancherà.

GARAVETTI insiste nell'affermare l'urgenza dei lavori nel porto di Torres che, se non si provvede, saranno distrutti nel futuro inverno.

CASTOLDI prende atto della promessa del ministro.

SARACCO, ministro dei lavori pubblici, replica all'onorevole Garavetti che il Governo dovrà provvedere acchè siano completate le opere nel porto di Torres, decretate anteriormente alla legge del 1869.

GIUSSO cita alcuni brani della relazione della Giunta, i quali dimostrano che spesso si fanno spese inutili o poco giovevoli per opere portuali.

Loda perciò il ministro di aver ridotto il fondo destinato al porto di Genova.

Spera che il ministro farà altri passi in questa via con opportune note di variazioni, mediante le quali, potrà realizzare rilevanti economie.

Ad esempio, ci sono 147,000 lire destinate al porto di Ancona ed una nota del bilancio avverte che non si sa ancora la maniera come il porto sarà ampliato e migliorato.

Ora il non saper precisare a che cosa servirà il fondo, dimostra che non vi è alcuna urgenza di stanziare questa spesa.

Aspetta una risposta dal ministro.

SARACCO, ministro dei lavori pubblici, sulla parte generale risponde che non sa ancora quali siano i porti inutili per i quali non bisogna spender danari.

Dove si è potuto, si sono evitate o rinviate le spese. È inutile domandare economie quando queste non si possono fare.

Quanto al porto di Ancona dichiara che è assolutamente necessario il prolungare la scogliera, sicchè la spesa è indispensabile.

Il parere dei tecnici determinerà meglio come essa debba esser fatta, ma intanto è necessario che qualche cosa si faccia altrimenti quel porto potrà divenire pericoloso.

Ripete poi ancora all'onor. Giusso che desidera quanto lui le economie.

GIUSSO crede che il ministro, in fondo, abbia trovato giuste le osservazioni dell'oratore.

Però le sue asserzioni non sono del tutto tranquillanti perchè pare che i tecnici non siano ancora del tutto concordi nel reputare quale opera sia precisamente necessaria nel porto di Ancona.

Legge poi un brano della relazione dei quindici, col quale dimostra che non si potrà ottenere il pareggio senza modificare le leggi che regolano le opere straordinarie.

CONTI crede anch'egli che non si potrà raggiungere il pareggio se non si modificheranno le leggi, le quali hanno impegnato lo Stato a spese molto gravi.

CARMINE, della Giunta del bilancio, parla in nome della Giunta del bilancio e far rilevare come la relazione di questa Giunta abbia semplicemente constatato che la legge sui porti fu fatta quando lo stato del bilancio e dell'economia nazionale era, o si credeva, più prospero.

Quanto alla spesa stanziata per il porto di Ancona fa rilevare che essa è stata legittimata da una legge speciale, che non è abrogata.

SARACCO, ministro dei lavori pubblici, dichiara che non ha inteso muovere alcuna censura alla Giunta del bilancio; giacchè si è po accennare alla necessità di rivedere le leggi, che riguardano le opere portuali, crede che sarebbe necessario modificare non tanto la legge del 1889, quanto quella organica sui porti.

Questa legge nell'applicazione si è molto allargata, ora se si vuole migliorare qualcuno dei nostri porti principali, ad esempio quello di Genova, non si possono disperdere i nostri mezzi in cento porti di minore importanza.

Del resto non è in sede di bilancio che si possono risolvere questa ed altre questioni importanti.

(È approvato il capitolo 316, è sospeso il 317 e sono approvati i capitoli fino al 327).

PALIZZOLO parla sulla sistemazione del porto di Palermo; ringrazia il ministro di aver cominciato ad attuare la Convenzione in base alla quale il comune di Palermo ha anticipato 3 milioni.

Prega poi il ministro di mandare in Palermo una Commissione tecnica per determinare dove debba sorgere il bacino di carenaggio. Dimostra quanto sia necessario il miglioramento del porto di Palermo, dal quale miglioramento dipende in gran parte l'avvenire economico di tanta parte della Sicilia.

DI TRABIA si associa alle raccomandazioni dell'onorevole Palizzolo.

SARACCO, ministro dei lavori pubblici, farà di tutto perchè la questione del porto di Palermo sia una buona volta risoluta in modo che siano compiute le opere iniziate e cominciate quelle che ancora non lo sono.

Fra breve manderà una Commissione competente per giudicare del sito migliore per costruire il bacino di carenaggio e coordinarlo col porto.

PALIZZOLO e DI TRABIA ringraziano.

(Sono approvati i capitoli fino al 357).

PRESIDENTE fa osservare che in seguito alla deliberazione della Camera rimangono sospesi, oltre i capitoli dall'111 al 260, e 274 al 317, anche i capitoli dal 358 al 387.

(Approvasi il capitolo 388 ed ultimo del bilancio).

Discussione del bilancio della marina.

PRESIDENTE apre la discussione generale sul bilancio della marina.

CORSI esordisce osservando che questo bilancio si discute in un momento solenne, quando si discute delle economie militari.

L'oratore ha fatto parte di quell'amministrazione, che ha realizzato molte economie nei bilanci militari, ed ha la convinzione che il campo di queste non è completamente mietuto.

Fa un paragone fra le spese e le navi armate delle nazioni estere e quelle dell'Italia, e dimostra come la proporzione sia sfavorevole a noi

La nostra amministrazione della marina è stata creata in fretta; inoltre fra noi la contabilità uccide l'amministrazione.

Altra ragione grandissima di sperpero è la coesistenza di grandi arsenali dello Stato e di grandi cantieri privati.

Non si può dar lavoro contemporaneamente agli uni ed agli altri; dunque o si riducono gli arsenali governativi, o si debbono ridurre gli opifici privati.

Qualcuno ha asserito che si possono fare economie sulla riproduzione del naviglio: l'oratore non le crede possibili, perchè le deficienze, che ora si sperimentano nel personale fra due o tre anni

saranno colmate, ed allora, se si riduce il naviglio, non avremo più navi sufficienti per i nostri equipaggi.

Neppure crede conveniente aumentare il numero delle navi in disarmo perchè ciò equivale a diminuire l'istruzione del nostro personale; crede perciò che nella diminuzione e nell'accertamento dei nostri arsenali ed in altre riforme amministrative debba ricercarsi la maniera di ridurre il bilancio senza diminuire la nostra potenzialità militare. (Approvazioni Parecchi deputati vanno a congratularsi coll'oratore).

AFAN DE RIVERA rammenta che altra volta l'onorevole Morin ebbe a censurare un ministro, che ridusse le spese di riproduzione del materiale e quelle d'armamento; ora uno strano destino ha fatto sì che l'onorevole Morin, divenuto a sua volta ministro, abbia diminuito ancora codeste spese.

L'oratore crede che, continuando così, si possa andare incontro ad un disastro, perchè, come la storia insegna, una forte preparazione militare è stata sempre la prima base della ricostituzione economica dei popoli.

Così ha fatto l'Austria, la quale appunto perchè ha saputo conservare il suo prestigio militare, ha potuto restaurare la sua finanza.

Noi, diminuendo le spese militari, non facciamo un'economia tale, che ci consenta di conseguire il pareggio, e nello stesso tempo veniamo a diminuire il nostro credito all'estero, il che accrescerà i nostri imbarazzi finanziari.

Legge un brano della relazione dell'onorevole Bettòlo per dimostrare quanti siano i pericoli, ai quali andiamo incontro con la nostra soverchia parsimonia nelle spese per la marina. Il male è che non soltanto si spende poco, ma si spende anche male. La guerra e la marina fra noi hanno sempre oscillato fra l'anemia e la pletora; e così non hanno mai goduto di un tenore di vita stabile e regolare, che permettesse loro di bene utilizzare tutte le risorse.

Consente nel concetto che le economie organiche sono a lunga scadenza; ma appunto perciò non crede nel momento possibile una diminuzione di spese.

Esorta il ministro di preoccuparsi seriamente della questione relativa agli equipaggi stabili, e di prendere in considerazione tutte le altre proposte, dirette alla semplificazione dei servizi, formulate dall'onorevole Bettòlo nella sua relazione.

Ritiene che una sensibile economia si potrebbe realizzare adottando il sistema della leva unica per l'esercito e per l'armata. Ricorda che l'anno scorso fu dalla Camera votato un ordine del giorno in questo senso, e lamenta che di questo voto non siasi tenuto il debito conto.

Ringrazia infine il relatore per avere espresso l'augurio di un maggiore affiatamento fra le amministrazioni dell'esercito e della marina; idea della quale l'oratore è antico e convinto propugnatore.

Fa rilevare gli inconvenienti a cui l'azione non sempre concorde dei due Ministeri ha dato luogo, talora anche con danno dell'erario.

Conclude dichiarando che darà voto favorevole a questo bilancio per timore di peggio e per la grande fiducia che ha nell'onorevole Morin Si augura però che, nel corso di questa discussione, l'onorevole ministro farà delle dichiarazioni tali che varranno a rassicurarlo sulla sorte futura della marineria nazionale (Approvazioni — Congratulazioni).

(Il seguito di questa discussione è rimandato a domani).

Interrogazioni.

PRESIDENTE. Comunica alla Camera le seguenti domande d'interrogazione:

« Domando d'interrogare l'onorevole ministro della istruzione pubblica se intenda riordinare la istruzione elementare per renderla più conforme al suo scopo, e meno costosa ai Comuni.

« Vischi. »

« Il sottoscritto chiede interrogare il ministro dei lavori pubblici su gl'intendimenti, che ha circa il reclamo presentato da alcuni ingegneri, i quali si ritengono lesi nei loro diritti dall'applicazione della legge Genala.

« Casale. »

« Il sottoscritto chiede nterrogare il Ministero dei lavori pubblici sul motivo pel quale non trovasi segnata nel bilancio del 1894-95 la somma necessaria pei lavori di completamento della rimanente parte della sistemazione idraulica della Pianura di Quarto.

« Casale ».

PRESIDENTE annuncia che gli onorevoli Clementini ed Imbriani hanno presentato una proposta di legge di loro iniziativa, che sarà trasmessa agli Uffici.

Si stabilisce per lunedì, in principio di seduta, lo svolgimento della proposta di legge degli onorevoli Celli, Mercanti, Socci ed altri, per la istituzione di una Cassa pensioni pei medici condotti.

La seduta termina alle 18,30.

DIARIO ESTERO

Il nuovo gabinetto egiziano è composto come appresso:

Nubar pascià, presidente del Consiglio, col portafoglio dell'interno;

Butros pascià, affari esteri;

Fakri pascià, giustizia ed istruzione pubblica;

Mustapha Fehmy pascià, guerra;

Mazlum pascià, finanze.

La stampa inglese è generalmente soddisfatta dell'avvenimento di Nubar pascià al potere.

Lo *Standard* dice che l'Egitto da lungo tempo non ha inviato una notizia così soddisfacente all'Inghilterra.

Il *Morning Post* nota che Nubar pascià è caduto, or sono sei anni, in seguito alla sua opposizione all'Inghilterra; non è certo che in avvenire vorrà cambiare atteggiamento.

Il *Times* dice che Nubar pascià è un uomo di una grande abilità. Essere evidente che le recenti lotte tra il Kedive e lord Cromer hanno modificato le sue idee a proposito delle riforme britanniche.

***

Si telegrafa da Pietroburgo 15 aprile alla *Neue Freie Presse* di Vienna:

Tutte le voci relative ad un convegno degli Imperatori sono prive di fondamento. Viene pure smentita la voce divulgatasi a Pietroburgo che gli Imperatori di Germania ed Austria-Ungheria assisteranno alle manovre russe presso Smolensk. La vecchia consuetudine di invitare, in siffatte occasioni, dei sovrani esteri, fu abbandonata affatto.

Sui viaggi probabili della Corte non fu presa ancora nessuna decisione. Per le feste di Pasqua, la Corte verrà a Pietroburgo; ritornerà quindi a Gatchina e di qui si recherà, come tutti gli anni, a Peterhoff. Per le feste di Pasqua ritornerà a Pietroburgo anche il Granduca ereditario.

***

In Ispagna, dice l'*Indépendance belge* la situazione sembra aggravarsi ed una crisi non pare inverosimile. La Commissione del Senato, nominata ultimamente coll'incarico di esaminare i trattati di commercio, ha deciso di attendere l'esito di una inchiesta da farsi presso le Camere di commercio prima di pronunciarsi sui trattati stessi.

Questa risoluzione equivale ad un rinvio indefinito dei trattati che attendono la sanzione della Cortes ed il Governo si trova in conseguenza obbligato di scegliere tra le due alternative: o di chiudere la sessione del 1893 e aprire immediatamente quella del 1894 per ottenere la nomina di una nuova Commissione oppure costringere, coi mezzi parlamentari di cui dispone, la Commissione esitante a presentare la relazione. In tutti e due i casi c'è conflitto acuto.

***

Un telegramma che il *Temps* riceve da Madrid dice che il

ministro delle finanze ha fatto una buona impressione e rivelato una profonda conoscenza delle questioni economiche, difendendo in Senato il *modus vivendi* commerciale tra la Spagna e la Francia.

Il ministro presidente, sig. Sagasta, ha dichiarato nella stessa seduta che abbandonerà il potere e rinuncierà ad eseguire gl'impegni assunti verso le potenze, se l'opposizione gli farà subire una disfatta in pieno Parlamento. Esso domanderà un voto di fiducia alla maggioranza, dopo aver lasciato alla Commissione senatoriale un termine abbastanza ragionevole per condurre a termine la sua inchiesta.

Per provvedere ad ogni eventualità il governo spagnuolo chiederà ai governi esteri una nuova proroga per l'applicazione dei trattati di commercio.

***

Telegrafano da Vienna, che quel ministro del commercio, ha iniziato delle trattative con tutti gli Stati d'Europa per unificare la tariffa telegrafica.

La questione sarà sottoposta alle deliberazioni del prossimo Congresso telegrafico postale.

A quel che si dice la tariffa incomincierà dall'unità di un franco, fissata per un determinato numero di parole, e continuerà poi gradatamente in eguale misura per tutti gli Stati che aderissero alla convenzione.

***

Si ha da Belgrado, in data 15 aprile, che il 20 corrente sarà tenuta una riunione di tutti i membri del Comitato centrale radicale, per deliberare sulla situazione politica attuale, sull'organizzazione e sul programma del partito.

Si assicura che il Pachic, che è presidente del Comitato, sebbene rappresentante di Serbia a Pietroburgo, verrà in questa occasione a Belgrado per abboccarsi coi suoi amici politici.

***

L'*Indépendance Belge* annunzia che, per rendere giustizia al desiderio espresso dal governo francese, lo Stato indipendente del Congo ha nominato il conte de Grelle-Rogier, Segretario di Stato per gli affari esteri, membro della delegazione che dovrà sciogliere la questione della delimitazione delle frontiere al Congo insieme coi delegati di Francia.

NOTIZIE VARIE

Congresso agrario nazionale. — Come dicemmo ieri, venne chiuso questo Congresso con l'intervento di quasi tutti i suoi componenti.

Dopo un bellissimo discorso del prof. Freda, sull'istruzione agraria ed una breve discussione, venne votato il seguente ordine del giorno, proposto dalla Commissione:

« 1. Che sia ordinato l'insegnamento agrario in guisa da preparare non solo abili insegnanti delle discipline agronomiche, ma anche provetti ingegneri agrari e direttori di vaste aziende;

2. Che si instituiscano scuole superiori di agricoltura nelle Università;

3. Che si riorganizzino le attuali scuole agrarie in guisa che esse possano impartire un'adeguata istruzione ai figli dei piccoli e medii proprietari, nonchè un insegnamento inferiore diretto a formare abili capi-operai;

4. Che si allarghi e migliori l'insegnamento agrario nelle scuole elementari, rendendolo il più possibilmente oggettivo;

5. Che si favorisca il progresso agrario del paese con l'estendere il numero degli istituti e col promuovere l'impianto di campi sperimentali nel maggior numero dei comuni del Regno; col creare agronomi provinciali, o circondariali, che studino e facilitino l'utilizzazione delle risorse locali e coll'assicurare il miglioramento del bestiame utile all'agricoltura ».

Si precedette poi alla discussione e votazione di parecchi voti d'indole secondaria, proposti da vari congressisti e quindi l'on. deputato Fusco, presidente, dichiarò chiuso il congresso, augurandosi che la Associazione nazionale fra gli agricoltori possa dirsi presto un fatto compiuto, e così in questa Roma, dove si compì l'unione politica della patria, possa dirsi pure compiuta l'unione degli agricoltori italiani, base unica della prosperità nazionale.

Finanze russe. — Le somme di cui dispone all'estero il Governo russo ascendono a circa 120 milioni di lire, di cui 40 sono a Parigi, 50 a Londra e da 30 a 35 a Berlino.

La produzione metallurgica in Germania. — L'*Economista d'Italia* pubblica importanti notizie sulle produzioni di zinco e di ferro in Germania.

Per lo zinco dice:

« Tra tutti i paesi d'Europa la Germania è il primo per la produzione dello zinco, tanto come materia grezza quanto come articoli lavorati.

« L'esportazione nel 1891 era di 746,930 quintali per un valore di M. 37,719,000, nel 1892 di 710,972 quintali per M 36,004,000 e nel 1893 di 817,618 quintali per M. 37,781,000.

« L'esportazione degli ultimi due anni si distribuisce così:

	1892	1893	Prezzo d'esport.
	Quintali		in M.
Zinco grezzo e rotto. .	532,866	625,917	23,976,000
Zinco cilindrato e tirato.	163,042	174,590	8,031,000
Articoli grossi di zinco.	4,109	4,275	526,000
Articoli fini di zinco. .	7,891	8,931	4,545,000
Giocattoli di zinco . .	3,064	3,905	703,000
Totale .	710,972	817,618	37,781,000

Passando poi al ferro dà le seguenti informazioni:

Secondo il Bollettino dell'Associazione dei fabbricanti tedeschi di ferro e d'acciaio, la produzione del ferro crudo degli alti forni di Germania, compresi quelli del Lussemburgo, salì durante l'anno 1893, paragonata a quella del 1892, in ton. di 1000 kg., come segue: Nell'anno 1893: Ferro crudo *puddellato* 4564.285; Ferro crudo *Bessemer* 351.240; Ferro crudo *Thomas* 2271.293; Ferro crudo per *fonderie* 640.001. La produzione totale di ferro crudo nel 1893 fu dunque di ton. 4,826,819 di fronte a ton. 4,793,003 nel 1892.

« La produzione totale della Germania ha quindi progredito nel 1893 di 33,816 ton., ossia segnò un aumento di 0.70 0|0, dovuto in massima parte alla lavorazione del 3° trimestre e cagionato dalle conferenze tenute per la riorganizzazione del sindacato dei laminatoi germanici e la creazione dell'ufficio della vendita unica per tutti gli alti forni germanici. Questi negoziati non esercitarono alcuna influenza sul mercato e sulle officine dell'Alta Slesia. Durante il primo semestre si era constatata una certa attività, che si è considerevolmente rallentata durante il secondo, di modo che l'aumento della produzione degli alti forni dell'Alta Slesia, nel 1893, non si è elevato che a 3019 ton., ossia 0.63 0|0 La partecipazione della Slesia alla produzione totale cadde al disotto del 10 0|0 ossia a 9.77 0|0 ».

Ad Anversa — Fra la curiosità della prossima esposizione internazionale di Anversa, vi saranno due compagnie autentiche di *bajadere*, una è originaria di Beyrouth, l'altra di Alessandria. Le due compagnie sono già arrivate a Marsiglia con il piroscafo *Niger*.

Una foresta in fuoco. — Il 13 corrente un grande incendio ha distrutto la foresta di Sonnestein presso Ebensee (Bassa Austria). Le città di Ebensee a Langebath erano minacciate dalle fiamme, ma grazie agli sforzi dei militari si potè dominare il fuoco.

Fulmini e grandine. — Anche sul Belgio, la scorsa settimana si scatenarono grossi uragani. Nel pomeriggio di giovedì molti fulmini caddero a Mismes, uno di essi colpì un fanciullo di nove anni che zappava sopra un monticello; il fulmine strappò dalle mani del fanciullo la zappa e la trasportò sette metri lungi; il fanciullo ebbe le gambe paralizzate.

Nelle campagne di Cerfontaine e Mariembourg cadde una grandine straordinaria per quantità e per la grandezza enorme dei chicchi. Tutte le coltivazioni furono distrutte.

Per le merci dirette in transito in Svizzera — La Società per le Strade ferrate del Mediterraneo aderendo di buon grado alle raccomandazioni del Governo, ha adibito permanentemente al servizio di trasporto dal porto di Genova delle merci dirette in transito in Svizzera, un buon numero di carri, che non si impiegheranno ad altri usi, neppure nei momenti di maggior richiesta di materiale mobile.

Con tale provvedimento Governo e Società confidano che i trasporti per la Svizzera risentiranno meno degli altri, dei dannosi effetti di momentanee deficienze di carri.

La situazione finanziaria dell'Egitto. — E' stato testè pubblicato a Londra, e venne presentato al Parlamento inglese l'annuo rapporto del commissario inglese in Egitto Lord Cromer, sull'amministrazione e lo stato finanziario dell'Egitto durante l'anno 1893.

Il rappresentante inglese è in grado di presentare un quadro roseo della situazione del paese sotto il protettorato inglese.

Nell'anno 1893 gl' introiti superarono il preventivato di lire egiziane 460,000 (ogni lira egiziana vale 25 lire italiane), ed il civanzo raggiunse la cospicua somma di lire egiziane 720,000.

Al 31 dicembre i fondi di riserva erano come segue:

Fondo generale di riserva lire egiziane 1,996,000.

Fondo speciale di riserva lire 533,000.

Fondo economie dalle conversioni lire 1,025,000.

Totale lire egiziane 3,551,000.

Il debito dello Stato si è costantemente diminuito. Nel 1893 si pagò sotto questo titolo ed in conseguenza si ammortizzarono titoli per lire egiziane 898,000.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

BARCELLONA, 18. — Gli ultimi 6500 pellegrini spagnuoli, fra i quali vi sono parecchi vescovi e altre notabilità, si sono imbarcati su tre piroscafi, diretti a Civitavecchia, senza alcun incidente.

LONDRA, 18. — Il *Times* ha da Montevideo che l'ammiraglio Custodio De Mello si sottomise, ieri, alle autorità della Repubblica Argentina colla flotta e 1200 uomini.

Egli sarà trattato come rifugiato politico.

Si dice che Saraiva marci su Rio Grande.

VIENNA, 18. — In Ungarisch (Moravia), è scoppiato un grande incendio.

Rimasero distrutte molte case, una scuola, un albergo ed un convento colla chiesa, di cui crollò la torre.

Regna gran panico nella città.

TORINO, 18. — Stamane venne inaugurato in forma privata il Congresso cattolico piemontese.

Vi hanno assistito parecchi prelati.

L'arcivescovo di Torino ha pronunziato il discorso inaugurale.

LONDRA, 18. — La polizia crede che un vasto complotto anarchico sia organizzato in Londra da individui, dei quali il Polti sarebbe uno strumento.

La polizia è sulle tracce di due cospiratori.

VENEZIA, 18 — L'Imperatrice di Germania doveva partire stamane, ma essendosi spezzata la catena dell'àncora della *Moltke*, la partenza di S. M. viene ritardata.

PALERMO, 18. — *Tribunale di guerra.* — Continua il processo contro De Felice e coimputati.

Si procede all'audizione dei testi, che sono 120 a carico e 250 a discarico.

Il Prefetto di Messina fa la storia dell'organizzazione dei Fasci nella provincia di Catania ed addita De Felice come ispiratore ed anima di questi Fasci, il cui scopo era sostenere il partito della minoranza e scalzare quello al potere.

A Catenanova ed a Militello i Fasci erano turbolenti.

Accenna al discorso pronunziato da De Felice nel teatro Nazionale, ove disse che niente doveva aspettarsi dal Governo e dal Parlamento, e che bisognava agire, l'ora delle rivendicazioni popolari essendo arrivata.

A quella riunione intervenne anche un gruppo anarchico, che emise grida sediziose, ed il cui capo era l'imputato Guli.

Il teste ricorda pure un telegramma firmato Guli ed altri anarchici spedito a De Felice a Reggio Emilia, durante il Congresso socialista, così formulato:

« Sia cotesto l'ultimo Congresso.

« Ricordatevi dei nostri propositi.

« Decidetevi ».

Non è in grado di includere o di escludere che esista un rapporto fra il rinvenimento delle cassette di dinamite in Catania e gli atti di De Felice.

Il teste risponde quindi a varie domande della difesa.

ROMA, 18. — Alcuni giornali hanno pubblicato che il ministro di agricoltura, industria e commercio aveva inviato una Circolare a tutti i sindaci, per raccomandare l'uso della *Nefosina* come rimedio efficacissimo per prevenire e curare le malattie della vite.

Questa notizia non ha fondamento alcuno

ATENE, 18. — Il conte di Montholon, ministro di Francia a Atene, si è fidanzato colla figlia del ministro d'Italia, conte Fè d'Ostiani.

ATENE, 18 — S. A. R. il Principe di Napoli è qui atteso domani.

BERLINO, 18 — Il *Reichsanzeiger* annunzia avere l'Imperatore diretto all'ambasciatore di Germania a Vienna, principe di Reuss, una lettera autografa, nella quale lo ringrazia per gli ottimi servizio resi allo Stato, durante quarantacinque anni e pone in rilievo la efficace sua collaborazione per la conclusione dell'alleanza austro-germanica, nonchè i di lui meriti nel consolidare questa alleanza durante quindici anni.

PALERMO, 18 — *Processo de Felice Giuffrida e coimputati.* — (*Continuazione*).

Ripresasi la seduta, ad istanza di De Felice, si richiama il teste Prefetto di Messina per chiarire alcune circostanze inerenti alla sua deposizione.

Il teste, comm. De Rosa, prefetto di Caltanissetta, parla lungamente sui Fasci dei lavoratori della Provincia, qualificandoli società di resistenza. Dice che la maggior parte dei presidenti dei Fasci erano delinquenti e pregiudicati della peggiore specie.

Egli ritiene che i tumulti avvenuti nella provincia di Caltanissetta siano opera dai Fasci dei lavoratori.

Si leva l'udienza alle ore 18,15.

VIENNA, 18. — L'Imperatore ha ricevuto l'ambasciatore tedesco, principe di Reuss, per la presentazione delle lettere di richiamo.

MASSAUA, 18. — La R. nave italiana *Cariddi* è qui giunta oggi.

VIENNA, 18. — Camera dei deputati. — (Continuazione). — Si discutono gli articoli del progetto di legge relativi all'obbligo di presenza nella Landsturm.

Lueger attacca vivamente la partecipazione del comandante di Vienna, di Schoenfeld, al banchetto in onore del Borgomastro, qualificandolo come un banchetto di grandi capitalisti. L'esercito, dice l'oratore, diventa così un'arma di Rothschild

Il ministro della guerra, di Welsersheimb, dichiara che l'esercito non professa alcuna opinione politica; esso è soltanto l'esercito imperiale e costituisce la difesa degli interessi di tutti i popoli e di tutte le classi di cittadini.

Soggiunge che i soldati non desiderano raccogliere allori nelle lotte interne.

Le questioni che agitano attualmente la società non possono essere risolute colla forza delle armi, nè con parole d'ordine, o con utopie che eccitano le masse a disordini, le cui conseguenze possono essere incalcolabili.

Conclude dicendo che il dovere dell'esercito consiste soltanto nella protezione del lavoro, che solo è produttivo. (Vivi applausi).

LONDRA, 18. — Camera dei Comuni. — Si approva, in seconda lettura, con 254 voti contro 194, il *bill* che abroga la legge coercitiva contro l'Irlanda.

VENEDIA, 18. — L'Imperatrice di Germania è ripartita stasera a bordo del *yacht Christabel.*

BRESCIA, 18. — Notizie da Villagana recano che oggi vi cessava di vivere il senatore conte Angelo Martinengo di Villagana.

COBURGO, 18. — L'Imperatore Guglielmo è giunto stasera; fu ricevuto dal Duca di Coburgo, dal Principe di Galles, dallo Czarewich e dagli altri Granduchi russi e salutato dalle salve d'artiglieria e dal suono delle campane.

La popolazione gli fece un' accoglienza entusiastica.

MADRID, 19. — La Commissione del Senato, incaricata di esaminare il progetto di legge relativo ai trattati di commercio con l'Italia, la Germania e l'Austria-Ungheria, ha proseguito l'inchiesta deliberata.

Essa ha udito il delegato della deputazione provinciale di Barcellona, il quale ha deposto contro il trattato italo-spagnuolo, affermando essere questo rovinoso per la Spagna, perchè abbandona all'industria italiana 68 articoli della tariffa spagnuola, come i marmi, gli alabastri, i zolfi, le tavole di legno, le traversine ecc.

Inoltre il delegato ha presentato una protesta firmata da seicento proprietari di stabilimenti marmiferi.

NEW-YORK, 19. — I disordini continuano nella ragione di Cock. I Coroners furono uccisi. Lo Sceriffo e parecchi scioperanti furono feriti.

LONDRA, 19. — Iersera, dopo la seduta della Camera dei Comuni, si riunì improvvisamente il Consiglio dei Ministri.

PARIGI, 19. — Il successo del *Falstaff* di Verdi fu colossale.

Alla fine della rappresentazione il pubblico volle due volte che si alzasse il sipario per acclamare Verdi, al quale fu fatta un' ovazione trionfale.

GIBILTERRA, 18. — Il piroscafo *Montebello*, della Navigazione generale italiana, proveniente da Palermo, ha proseguito per New Orleans.

CIVITAVECCHIA, 18. — Alle ore otto ant. è entrato in porto il piroscafo *Leone XIII*, proveniente da Barcellona, con 1608 pellegrini spagnuoli.

Si procede allo sbarco.

BARCELLONA, 19. — Il piroscafo *Sirio*, della Navigazione generale italiana, proveniente da Genova, ha proseguito pel Plata.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano

Il dì 18 aprile 1894.

Il barometro è ridotto al zero. L'altezza della stazione è di metri 49 6.

Barometro a mezzodì 761.1

Umidità relativa a mezzodì 52

Vento a mezzodì . . . . . . Sud forte.

Cielo . . . . coperto.

Termometro centigrado . . . . Massimo 21.°0. Minimo 11.°2.

Pioggia in 24 ore: — —

Li 18 aprile 1894.

In Europa depressione sull'Inghilterra, ed al Nord della Francia, estendentesi al Sud; pressione piuttosto elevata al Sud-Est, massima all'estremo Nord-Est. Le Mans 750, Calais 751: Zurigo 757; Atene, Costantinopoli, Odessa 767; Arcangelo 771.

In Italia nelle 24 ore: barometro leggermente salito; pioggie in moltissime stazioni del continente, qua e là copiose al Nord, venti meridionali qua e là in forza, temperatura lievemente bassa al Nord

Stamane: cielo coperto o piovoso al Nord, novoloso altrove; venti freschi da scirocco ad ostro sul continente.

Barometro a 758 mm. al Nordovest, a 760 a Cagliari, Ancona, Zagabria; a 763 mm lungo la costa ionica.

Mare generalmente mosso.

Probabilità: venti freschi ad abbastanza forti meridionali; cielo nuvoloso con pioggie, specialmente al Nord; mare mosso o agitato.

BOLLETTINO METEORICO

DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 18 aprile 1894.

STAZIONI	STATO DEL CIELO ore 7	STATO DEL MARE ore 7	TEMPERATURA Massima nelle 24 ore precedenti	TEMPERATURA Minima nelle 24 ore precedenti
Porto Maurizio	coperto	mosso	18 0	10 0
Genova	coperto	legg. mosso	16 6	12 0
Massa Carrara	coperto	mosso	18 5	12 0
Cuneo	coperto	—	11 5	6 6
Torino	coperto	—	13 3	9 0
Alessandria	3[4 coperto	—	13 9	10 2
Novara	coperto	—	15 8	8 8
Domodossola	piovoso	—	15 0	7 0
Pavia	coperto	—	12 3	9 1
Milano	piovoso	—	14 3	10 1
Sondrio	coperto	—	13 0	9 4
Bergamo	3[4 coperto	—	13 0	7 8
Brescia	3[4 coperto	—	13 2	10 2
Cremona	piovoso	—	11 9	9 8
Mantova	coperto	—	15 3	9 8
Verona	coperto	—	15 9	10 0
Belluno	coperto	—	10 7	7 8
Udine	coperto	—	14 2	9 0
Treviso	coperto	—	13 6	11 0
Venezia	coperto	calmo	15 2	10 8
Padova	3[4 coperto	—	13 7	10 5
Rovigo	3[4 coperto	—	16 7	10 5
Piacenza	piovoso	—	12 5	9 8
Parma	piovoso	—	13 3	10 5
Reggio Emilia	coperto	—	16 6	11 1
Modena	coperto	—	16 5	10 6
Ferrara	nebbioso	—	16 5	10 6
Bologna	3[4 coperto	—	16 9	9 7
Ravenna	3[4 coperto	—	20 6	8 0
Forlì	1[2 coperto	—	18 6	11 9
Pesaro	sereno	calmo	18 0	9 4
Ancona	1[4 coperto	calmo	18 1	11 9
Urbino	coperto	—	14 9	9 0
Macerata	1[4 coperto	—	19 2	11 6
Ascoli Piceno	1[4 coperto	—	20 0	11 8
Perugia	3[4 coperto	—	16 3	9 2
Camerino	coperto	—	18 1	8 8
Pisa	coperto	—	20 6	8 6
Livorno	coperto	legg. mosso	17 6	10 5
Firenze	coperto	—	15 8	9 7
Arezzo	3[4 coperto	—	16 2	8 2
Siena	coperto	—	14 4	7 8
Grosseto	3[4 coperto	—	18 4	14 4
Roma	3[4 coperto	—	19 6	11 2
Teramo	3,4 coperto	—	21 6	10 1
Chieti	sereno	—	20 8	10 4
Aquila	1[2 coperto	—	15 7	6 6
Agnone	3[4 coperto	—	15 1	6 0
Foggia	3[4 coperto	—	24 9	10 0
Bari	coperto	calmo	18 3	14 3
Lecce	coperto	—	17 2	11 5
Caserta	3[4 coperto	—	19 0	9 8
Napoli	1[2 coperto	calmo	15 6	12 4
Benevento	1[4 coperto	—	17 9	8 0
Avellino	1[4 coperto	—	15 3	8 9
Salerno	—	—	—	—
Potenza	3[4 coperto	—	13 0	7 1
Cosenza	1[2 coperto	—	17 4	9 0
Tiriolo	nebbioso	—	12 0	3 0
Reggio Calabria	coperto	legg. mosso	18 0	13 9
Trapani	coperto	calmo	22 3	14 2
Palermo	1[4 coperto	calmo	23 7	9 7
Porto Empedocle	coperto	calmo	19 0	14 0
Caltanissetta	coperto	—	17 0	8 7
Messina	3[4 coperto	mosso	19 0	14 8
Catania	coperto	legg. mosso	18 0	13 2
Siracusa	coperto	calmo	19 9	14 0
Cagliari	1 2 coperto	legg. mosso	22 0	12 7
Sassari	1[4 coperto	—	18 7	11 8

LISTINO OFFICIALE della Borsa di Commercio di Roma del dì 18 aprile 1894.

GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	VALORI AMMESSI A CONTRATTAZIONE IN BORSA	PREZZI IN CONTANTI	Cor. Med.	IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	PREZZI nominali
1 gennaio 94	—	—	RENDITA 5 0/0 1ª grida		— —	86.65 67 1/2 70		— —
»	—	—	RENDITA 5 0/0 2ª grida	86,62 1/2 65	86 63	86 75 70		— —
»	—	—	detta (piccolo taglio)		— —			— —
1 aprile 94	—	—	detta 3 0/0 1ª grida		— —			— —
»	—	—	detta 3 0/0 2ª grida		— —			54 50 1)
»	—	—	Certificati sul Tesoro Emissione 1860-64		— —			92 — 2)
»	—	—	Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0		— —			87 — 3)
»	—	—	Prestito Romano Blount 5 0/0		— —			94 50 4)
1 dicem. 93	—	—	» Rothschild		— —			106 —
			Obbligazioni Municipali e Credito Fondiario		Cor. Med.			
1 gennaio 93	500	500	Obb.i Municipio di Roma 5 0/0		— —			— —
1 aprile 94	500	500	dette 4 0/0 1ª Emissione		— —			418 — 5)
»	500	500	dette 4 0/0 2ª a 8ª Emissione		— —			410 — 6)
1 giugno 93	500	500	Obb.i Comune di Trapani 5 0/0		— —			497 —
1 aprile 94	500	500	» Cred. Fond. Banco S. Spirito	358,50	358 50			— — 7)
»	500	500	» » » Banca Nazionale 4 0/0		— —			465 —
»	500	500	» » » » » 4 1/2 0/0		— —			477 —
»	500	500	» » » Banco di Sicilia		— —			— —
»	500	500	» » » » di Napoli		— —			— —
»	500	500	» » » Opere di S. Paolo 5 0/0		— —			— —
»	500	500	» » » » » » 4 1/2 0/0		— —			— —
			Azioni Strade Ferrate					
1 gennaio 94	500	500	Az.i Ferr.e Meridionali		— —			603 —
»	500	500	» » Mediterranee		— —			4'8 —
1 luglio 93	250	250	» » Sarde (Preferenza)		— —			— —
1 aprile 94	500	500	» » Palermo, Mar. Trap. 1ª e 2ª Em.		— —			— —
1 luglio 93	500	500	» » della Sicilia		— —			— —
			Azioni Banche e Società diverse					
1 gennaio 94	1000	700	Az.i Banca Nazionale		—			860 —
1 gennaio 93	1000	1000	» » Romana		—			350 —
1 luglio 93	300	300	» » Generale		— —			73 50
1 gennaio 91	500	500	» » di Roma		— —			138 —
1 gennaio 89	333	333	» » Tiberina		— —			15 —
1 ottobre 91	500	500	» » Industriale e Commerciale		— —			75 —
1 luglio 93	500	400	» Soc. di Credito Mobiliare Italiano		— —			160 —
1 gennaio 88	500	500	» » di Credito Meridionale		— —			— —
15 aprile 94	500	500	» » Anglo-Romana per l'Illuminazione di Roma col Gas ed altri sistemi		— —			641 — 8)
1 gennaio 94	500	500	» » Acqua Marcia		— —			1009 —
1 gennaio 93	500	500	» » Italiana per Condotte d'acqua		— —	94		— —
1 luglio 92	500	500	» » Immobiliare		— —			38 —
1 luglio 90	150	150	» » dei Molini e Magazzini Generali		— —			85 —
1 gennaio 89	100	100	» » Telefoni ed App.i Elettriche		— —			— —
1 gennaio 90	300	300	» » Generale per l'Illuminazione		— —			290 —
5 aprile 94	125	125	» » Anonima Tramway Omnibus		— —	133		— — 9)
1 gennaio 89	150	150	» » Fondiaria Italiana		— —			— —
1 ottobre 90	250	250	» » delle Min. e Fond. Antimonio		— —			— —
»	200	200	» » dei Materiali Laterizi		— —			— —
1 luglio 93	500	500	» » Navigazione Generale Italiana		— —			260 —
1 gennaio 90	250	250	» » Metallurgica Italiana		— —			70 —
1 gennaio 93	250	250	» » della Piccola Borsa di Roma		— —			198 —
1 gennaio 90	100	100	» » Caoutchouc		— —			12 —
1 gennaio 92	250	250	» » An. Piemontese di Elettricità		— —			120 —
1 gennaio 93	250	250	» » Risanamento di Napoli		— —			39 —
»	250	25	» » di Credito e d'industria Edilizia		—			— —

1) ex L. 1,30 — 2) ex L. 2,17 — 3) ex L. 2,17 — 4) ex L. 2,17 — 5) ex L. 10 — 6) ex L. 10 — 7) ex L. 10,78 — 8) ex saldo div. L. 25 — 9) ex L. 8

GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	VALORI AMMESSI A CONTRATTAZIONE IN BORSA	PREZZI IN CONTANTI	Cor. Med.	IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	PREZZI nominali
			Azioni Società Assicurazioni					
1 gennaio 93	100	100	Az.i Fondiaria - Incendio		— —			64 —
»	250	125	» » - Vita		— —			220 —
			Obbligazioni diverse					
1 gennaio 94	500	500	Obb.i Ferroviarie 3 0|0 Emissione 1887-88-89.		— —			276 —
1 luglio 93	1000	1000	» » Tunisi Goletta 4 0|0 (oro).		— —			— —
»	500	500	» Strade Ferrate del Tirreno		— —			461 —
1 aprile 94	500	500	» Soc. Immobiliare		— —			261 —
»	250	250	» » » 4 0|0		— —			115 —
»	500	500	» » Acqua Marcia		— —			506 —
»	500	500	» » SS. FF. Meridionali		— —			— —
1 luglio 91	500	500	» » FF. Pontebba Alta Italia		— —			— —
1 aprile 94	500	500	» » FF. Sarde nuova Emissione 3		— —			— —
»	300	300	» » FF. Palermo Mar. Trap. I. S. (oro).		— —			— —
1 luglio 93	500	500	» » FF. Second. della Sardegna		— —			— —
»	250	250	» » FF. Napoli-Ottajano (5 0|0 oro)		— —			170 —
»	500	500	Buoni Meridionali 5 0|0		— —			— —
			Titoli a Quotazione Speciale					
1 aprile 94	25	25	Obbligazioni prestito Croce Rossa Italiana		— —			— —

SCONTO	CAMBI		PREZZI FATTI	NOMINALI	INFORMAZIONI TELEGRAFICHE sul corso dei cambi trasmesse dai sindacati delle Borse di Firenze	Genova	Milano	Napoli	Torino
2 1/2	Francia	90 giorni	— —	112 62 1/2	— —	— —	— —	— —	— —
	Parigi	Chêque	113 25	— —	113 15	113,30 37 1/2	113 25	113 40 30	113 25
2	Londra	90 giorni	— —	28 32	28 32	— —	— —	— —	— —
	»	Chêque	28 45	— —	— —	28,58 1/2 51	28 49	28 50 45	28 50
	Vienna-Trieste	90 giorni	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
	Germania	Chêque	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

Risposta dei premi . . 27 aprile

Prezzi di Compensazione. 27 »

Compensazione . . . 28 aprile

Liquidazione . . . . 30 »

Sconto di Banca 6 % — Interessi sulle Anticipazioni

PREZZI DI COMPENSAZIONE DELLA FINE MARZO 1894

Rendita 5 %	87 30
detta 3 %	55 —
Prestito Rothschild 5 %	106 —
Obb.i Città di Roma 4 %	420 —
» Cred. Fond. S. Spirito	370 —
» » » B. Nazion.	465 —
» » » »	477 —
Az.i Ferr.e Meridionali	606 —
» » Mediterranee	458 —
» Banca Nazionale	920 —
» » Romana	400 —
» » Generale	[72 —
» Banco di Roma	170 —
» Banca Tiberina	15 —
» Soc. Industriale	70 —
» » Cred. Mobiliare	154 —
» » Gas	645 —
» » Acqua Marcia	1005 —
» » Condotte d'acqua	97 —
» » Gen. Illuminazione	290 —
Az.i Soc. Tramway Omnibus	144 —
» » Molini Mag. Gen.	90 —
» » Immobiliare	38 —
» » Fond. Italiana	— —
» » Min. Antimonio	165 —
» » Mat. Laterizi	40 —
» » Navig. Gen. Ital.	262 —
» » Metallurgica Ital.	70 —
» » Piccola Borsa	198 —
» » Caoutchouc	12 —
» » An. Piem. di Elettr.	150 —
» » Risanamento	40 —
» » Cred. Ind. Edilizia	— —
» » Fondiaria Incendio.	64 —
» » » Vita	220 —
Obb.i Soc. Immob. 5 %	215 —
» » » 4 %	110 —
» » Ferroviarie	275 —
» Ferr. Napoli-Ottajano	200 —

Media dei corsi del Consolidato Italiano a contanti nelle varie Borse del Regno.

17 aprile 1894.

Consolidato 5 %	L. 86 572
Consolidato 5 % senza la cedola del semestre in corso	» 84 402
Consolidato 3 %, nominale	» 53 375
Consolidato 3 % senza cedola, nominale	» 52 075

Il Vice Presidente, ff. di Presidente
R. TITTONI.

Per il Sindaco: ARTURO MAZZUCHELLI.

Visto: Il Deputato di Borsa: TOMMASO REY.

Direttore: Avv. Giovanni Piacentini. Tipografia delle Mantellate *Gerente responsabile:* Tomino Raffaele.